



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
5 juillet 2005
Français
Original: anglais

Deuxième session ordinaire de 2005

6-9 septembre 2005, New York

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Questions financières, budgétaires et administratives

Fonds des Nations Unies pour la population

Projet de budget d'appui biennal pour l'exercice 2006-2007

Résumé

La Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) présente ci-après le projet d'appui biennal pour 2006-2007, d'un montant brut de 209 millions de dollars (montant net : 196,4 millions de dollars).

Le FNUAP contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en se concentrant sur les buts et objectifs du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et les principales mesures visant à poursuivre l'application du Programme d'action de la CIPD (CIPD+5). L'appui croissant au niveau mondial au mandat du FNUAP s'est traduit par une augmentation sensible des apports des donateurs aux ressources ordinaires au cours de la période 2004-2005.

Partant de la réussite des programmes du FNUAP, le budget représente des interventions stratégiques dans les domaines où les besoins sont les plus pressants. Ces interventions concernent essentiellement l'accroissement des effectifs en Afrique et dans d'autres bureaux de pays; l'accroissement du financement d'opérations d'apprentissage et de formation; l'étoffement des effectifs dans la planification stratégique et la mobilisation des ressources; et l'accroissement de l'appui opérationnel au système de planification des ressources financières (Atlas). Le budget tient également compte d'augmentations sensibles des dépenses statutaires liées aux traitements et indemnités, ainsi qu'une augmentation des dépenses liées à la sécurité et aux assurances.

Les recettes prévues au titre des ressources ordinaires sont passées de 584 millions au cours de l'exercice biennal 2004-2005 à 747 millions dans le projet de budget d'appui biennal pour l'exercice 2006-2007, soit un accroissement de 28 %. Malgré l'augmentation rapide des recettes du FNUAP, le montant brut des crédits demandés représente une augmentation de 23 % et passe de 169,6 millions de dollars en 2004-2005 à 209 millions en 2006-2007.



Le FNUAP est résolu à consacrer un maximum de ressources à l'exécution des programmes, de sorte que les ressources ordinaires prévues au titre de l'exécution des programmes augmentent de 31,8 %, passant de quelque 400,7 millions de dollars dans le projet de budget d'appui biennal pour 2004-2005 à 528,2 millions de dollars dans le projet pour l'exercice 2006-2007.

Table des matières

	<i>Page</i>
Sigles	5
Organigramme	6
I. Résumé analytique	7
A. Exécution du budget d'appui biennal 2004-2005	7
B. Orientations stratégiques du budget d'appui biennal pour 2006-2007	9
C. Incidences financières de la mise en œuvre du plan stratégique du budget d'appui biennal 2006-2007	11
D. Résumé des propositions	19
II. Projet de budget d'appui biennal pour l'exercice 2006-2007	24
A. Investissements stratégiques	24
1. Personnel	24
2. Formation et organisation des carrières	31
3. Stratégie informatique et système de planification des ressources (Atlas)	32
B. Généralités	34
4. Locaux	34
5. Remboursement à d'autres organismes des Nations Unies et contributions à des activités communes	34
6. Sécurité	35
C. Appui aux programmes	36
1. Bureaux de pays	37
2. Siège	37
D. Gestion et administration	38
III. Projet de décision relatif aux ouvertures de crédits	39

Liste des tableaux

Tableaux harmonisés

1. Plan des ressources du FNUAP	14
2. Récapitulatif des principaux secteurs d'augmentation ou de diminution	18
3. Prévisions budgétaires par ligne de crédit et selon la localisation	22
4. Postes imputés sur les ressources ordinaires, ventilés par catégorie et par ligne de crédit et selon la localisation	23
5. Répartition estimative des ressources prévues au titre de l'informatique pour 2006-2007	33

Tableaux complémentaires

Prévisions relatives à l'exécution du budget d'appui biennal, 2004-2005	7
Postes qu'il est proposé de créer ou de supprimer au Siège	26
Postes qu'il est proposé d'ajouter ou de supprimer dans les bureaux de pays	28
Remboursement et contributions à des organismes au Siège.	34
Comparaison du budget consacré à la sécurité : budget d'appui biennal de 2004-2005 et budget d'appui biennal pour 2006-2007	36
Budget d'appui biennal pour l'exercice 2006-2007	39

Figures

A. Recettes du FNUAP, 1999-2005	13
B. Emploi des ressources, 2006-2007	13
C. Dépenses brutes, par catégorie, 2006-2007.	24

Tableaux récapitulatifs

I. Prévisions budgétaires pour 2006-2007, par unité administrative et dans les limites de la ligne de crédit.	40
II. Prévisions budgétaires pour 2006-2007, par catégorie de dépenses et dans les limites de la ligne de crédit.	41
III. Postes imputés sur les ressources ordinaires : modifications proposées pour 2006-2007 .	43
IV. Prévision de répartition des postes pour 2006-2007, par source de financement et par unité administrative	45
V. Utilisation des ressources : répartition estimative par région des dépenses de programme et d'appui aux programmes.	49
VI. Utilisation des ressources : ventilation estimative des ressources allouées au titre du budget-programme et du budget d'appui aux programmes par pays et par région. . . .	52

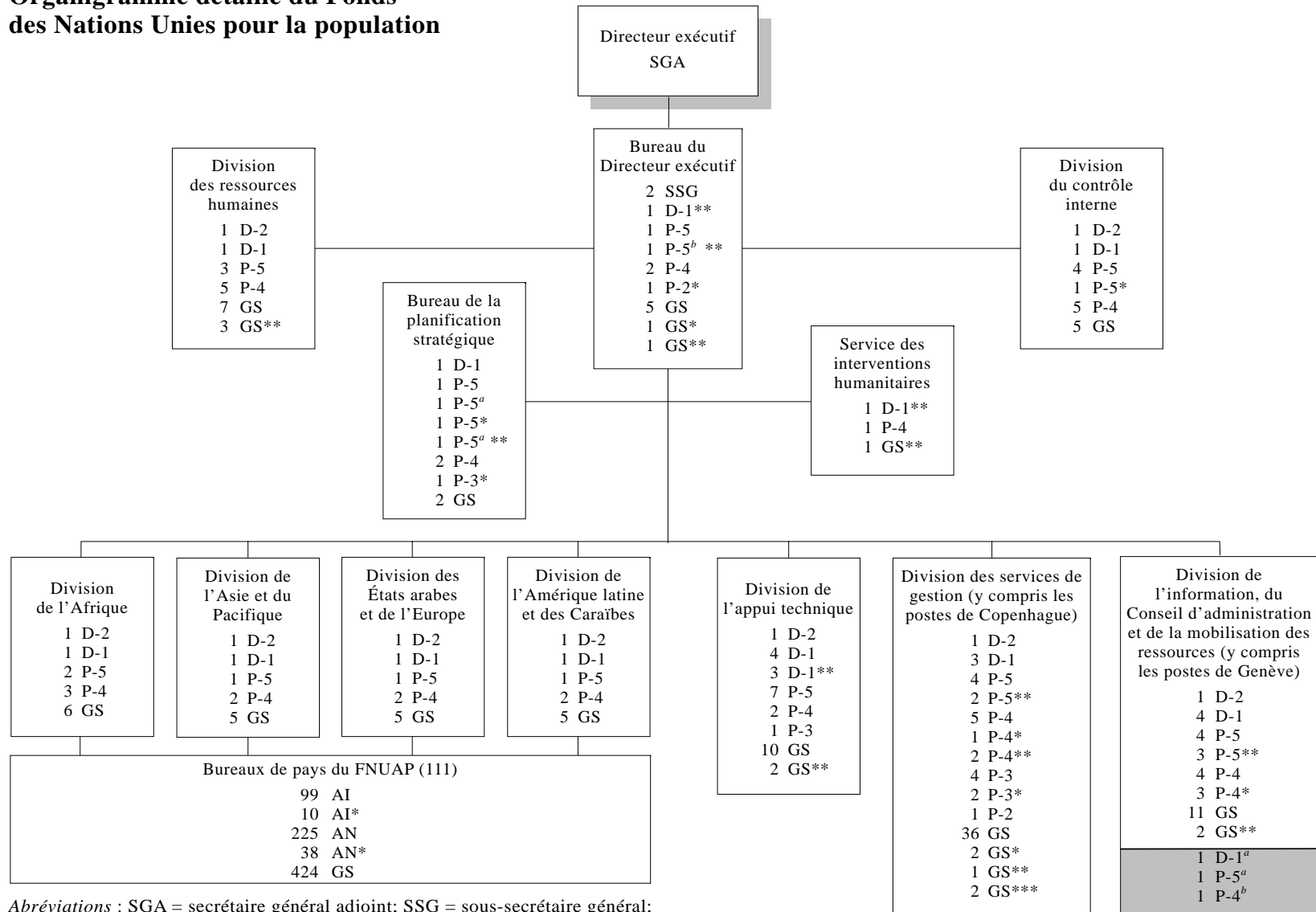
Annexes

I. Terminologie	58
II. Méthodologie.	60
III. Mesures prises pour appliquer les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, telles qu'approuvées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population	63
IV. Renseignements détaillés sur les postes du Siège qu'il est proposé de reclasser	65

Sigles

CAC	Comité administratif de coordination
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement
DSRP	documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
PFP	plan de financement pluriannuel
PNUAG	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SIG	Système intégré de gestion
SGR	Système de gestion des ressources
TIC	technologies de l'information et des communications
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Organigramme détaillé du Fonds des Nations Unies pour la population



Abréviations : SGA = secrétaire général adjoint; SSG = sous-secrétaire général;

GS = agent des services généraux; AI : administrateur recruté sur le plan international; AN : administrateur recruté sur le plan national.

* Nouveau poste.

** Reclassement.

*** Postes supprimés.

^a Poste D-1 transféré de la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources au Bureau de la planification stratégique.

^a Poste P-5 transféré de la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources au Bureau de la planification stratégique.

^b Poste P-4 transféré de la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources au Bureau du Directeur exécutif.

I. Résumé analytique

1. La Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) présente ci-après le projet de budget d'appui biennal pour 2006-2007, d'un montant brut de 209 millions de dollars¹. Il a été établi sur la base d'un cadre d'allocation des ressources prévoyant des recettes d'un montant total de 910 millions de dollars, dont 747 millions de dollars au titre des ressources ordinaires et 163 millions de dollars au titre des autres ressources. Il sera soumis pour examen et observations au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), dont le rapport sera publié sous la cote DP/FPA/2005/14.

2. Ce projet de budget a été établi conformément à la présentation matérielle unifiée des budgets du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF et aux directives correspondantes approuvées par le Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP dans ses décisions 97/6 et 99/3²

A. Exécution du budget d'appui biennal 2004-2005

3. Dans sa décision 2003/28, le Conseil d'administration a approuvé des crédits d'un montant brut de 169,6 millions de dollars pour l'exercice biennal 2004-2005, aux fins indiquées dans les prévisions révisées relatives au budget d'appui biennal 2004-2005 (document DP/FPA/2003/11). Le montant total des crédits ouverts était fondé sur des prévisions de recettes d'un montant de 586,7 millions de dollars au titre des ressources ordinaires pour l'exercice biennal. On trouvera ci-après un tableau récapitulatif des prévisions relatives à l'exécution du budget d'appui biennal pour 2004-2005, sur la base des chiffres effectifs pour 2004 et des prévisions relatives à 2005.

Prévisions relatives à l'exécution du budget d'appui biennal, 2004-2005

(En millions de dollars des États-Unis)

Ligne de crédit	Crédits ouverts	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Taux
	2004-2005	2004 ^a	2005 ^b	2004-2005	d'exécution
	1	2	3	4=2+3	5=4:1
Appui aux programmes					
Siège	29,2	14,5	14,8	29,3	100
Bureaux de pays	86,6	39,4	46,1	85,5	99

¹ Budget brut : s'entend d'un budget dont les dépenses de personnel sont calculées en termes nets (c'est-à-dire déduction faite des contributions du personnel) et dont toutes les autres dépenses sont estimées en termes bruts, c'est-à-dire compte tenu des impôts sur le revenu versés par les fonctionnaires, du montant total des dépenses des bureaux et des coûts des services à fournir. Budget net : budget dont le montant estimatif des sommes à recevoir compense entièrement ou partiellement le montant brut des prévisions budgétaires y afférentes.

² On trouvera des détails sur cette présentation, sur la terminologie employée et les définitions, ainsi que sur la méthode de calcul utilisée, dans les documents DP/1997/2 et Add.1 et DP/FPA/1999/1. L'annexe I contient une liste de termes et de définitions adoptée d'un commun accord par le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF. L'annexe II présente la méthode de calcul des prévisions budgétaires.

<i>Ligne de crédit</i>	<i>Crédits ouverts 2004-2005 1</i>	<i>Dépenses 2004^a 2</i>	<i>Dépenses 2005^b 3</i>	<i>Dépenses 2004-2005 4=2+3</i>	<i>Taux d'exécution (pourcentage)^c 5=4:1</i>
Gestion et administration	53,8	27,1	27,7	54,8	102
Total général	169,6	81,0	88,6	169,6	100

^a États financiers du FNUAP pour l'année terminée le 31 décembre 2004 (non audité).

^b Projection.

^c Décision 2003/28 : le Conseil d'administration « [...] 2. *Autorise* la Directrice exécutive du FNUAP à virer des ressources d'une ligne de crédit à l'autre jusqu'à concurrence de 5 % du montant correspondant à la ligne de crédit sur laquelle le virement est effectué; ».

4. Le tableau ci-dessus indique que, dans l'ensemble, 47,8 % des crédits autorisés par le Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2004-2005 avaient été dépensés à la fin de 2004. Une augmentation des dépenses des bureaux de pays est attendue au cours de la seconde année de l'exercice biennal, étant donné que l'affaiblissement général du dollar des États-Unis a eu pour effet d'augmenter le coût des opérations à l'étranger.

5. Pour ce qui est du budget 2004-2005, il convient de noter que les contributions au budget ordinaire du FNUAP sont actuellement évaluées à 689,8 millions de dollars, soit 105,7 millions de plus que ce qui était prévu au moment de l'établissement du document DP/FPA/2003/11³.

6. En plus des crédits ouverts au budget d'appui biennal, on relèvera qu'en septembre 2004, le FNUAP a obtenu que le Conseil d'administration approuve un montant additionnel de 6,8 millions de dollars affecté à la sécurité. Ce montant a été comptabilisé en tant que réserve et son utilisation sera communiquée dans les états financiers et portée à la connaissance du Conseil d'administration dans l'examen financier annuel pour 2004.

7. La réserve devrait doter le FNUAP de ressources additionnelles pour lui permettre : a) de transférer certains bureaux de pays dans des locaux plus sûrs; b) de se conformer aux normes minimales de sécurité opérationnelles; c) de couvrir la participation du FNUAP aux coûts, en augmentation, du dispositif de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui s'expliquent par l'augmentation du nombre de responsables de la sécurité des services extérieurs et des services d'appui correspondants; d) de faire face à l'augmentation des primes d'assurance et de souscrire des polices supplémentaires afin de compenser la réduction des risques couverts et; e) de mettre en place une structure de sécurité de base en recrutant trois conseillers régionaux pour la sécurité sur le terrain et un fonctionnaire d'appui au siège. Au moment de la mise au point du présent document, la réserve avait été utilisée à hauteur de 1 million de dollars. Ce chiffre ne prend pas en compte le recrutement, actuellement en cours, des trois conseillers régionaux pour la sécurité susmentionnés.

³ Source : Pour 2004, états financiers (322,5 millions de dollars); pour 2005, plan de répartition des ressources (367,3 millions de dollars).

B. Orientations stratégiques du budget d'appui biennal pour 2006-2007

8. *Plan de financement pluriannuel (PFP).* Le PFP, qui est le plan d'organisation stratégique à moyen terme du FNUAP, comprend un cadre de résultats stratégiques et un cadre intégré d'allocation de ressources. Il constitue le cadre de base pour les programmes de pays, les programmes multinationaux et le programme consultatif technique. Le projet de budget d'appui biennal prévoit un appui suffisant pour les priorités stratégiques du FNUAP dans les limites des ressources disponibles. Ces priorités stratégiques sont alignées sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la réduction de la pauvreté.

9. *Réunion mondiale du FNUAP.* Le FNUAP a organisé une réunion mondiale à l'intention de son personnel du 28 novembre au 3 décembre 2004 à Princeton (États-Unis). En rassemblant des cadres et fonctionnaires des bureaux de pays et du siège, cette réunion a offert l'occasion unique d'affiner l'approche stratégique du FNUAP afin de réaliser ses objectifs. Un consensus s'est dégagé autour de plusieurs domaines où un financement s'impose afin d'améliorer l'efficacité de l'organisation et d'équiper le FNUAP pour relever les défis d'un environnement en évolution. Certains de ces domaines figurent dans le projet de budget d'appui biennal, comme indiqué ci-après :

a) *Influence accrue dans la concertation nationale de façon à situer la CIPD au centre des mécanismes nationaux dans les pays de programme.* Le personnel des bureaux de pays doit pouvoir travailler efficacement dans le contexte national de l'élaboration des politiques, relier plus étroitement les programmes à l'élaboration des politiques et multiplier les expériences pouvant être reproduites, les pratiques optimales et les enseignements tirés. Le FNUAP a procédé à la classification des bureaux de pays en 2002-2003 afin de les renforcer. De plus, il a établi que des fonds supplémentaires devaient être alloués pour étoffer les moyens des bureaux de pays, surtout en Afrique. Afin de renforcer l'influence dans la concertation nationale des pays de programme, le FNUAP se propose d'accroître sa présence sur le terrain grâce à 48 postes d'administrateur supplémentaire, recrutés sur le plan national et sur le plan international;

b) *Renforcement de partenariats afin de promouvoir le programme d'action de la CIPD, une image plus efficace et une meilleure promotion.* Il est indispensable que le FNUAP renforce les compétences en matière de plaidoyer à tous les niveaux et avance des preuves convaincantes du rôle de l'égalité des sexes et de la dynamique démographique dans la réduction de la pauvreté. L'adjonction proposée de trois postes d'administrateur à la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources contribuera à mettre le rôle du FNUAP en relief, à susciter des partenariats plus solides et à améliorer la capacité en matière de collecte de fonds. L'inclusion des dépenses de fonctionnement du site Web du FNUAP dans les ressources de base relève de ce domaine;

c) *Observation attentive du contexte général.* Le Bureau de la planification stratégique est chargé de veiller à ce que l'orientation stratégique du FNUAP se concrétise par une planification et une gestion axées sur les résultats au niveau de l'organisation et de planifier l'allocation judicieuse des ressources financières pour réaliser les objectifs de l'organisation. Il faut pour cela observer soigneusement le contexte général interne et externe afin de déceler les grandes tendances pouvant

avoir des répercussions sur les politiques et programmes du FNUAP et veiller à ce que le FNUAP s'y adapte rapidement. Quatre postes supplémentaires d'administrateur au siège (dont deux dégagés grâce au transfert du Service du partage des connaissances, relevant antérieurement de la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources) permettront de renforcer la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats;

d) *L'amélioration de la responsabilité et de l'efficacité.* La responsabilité et l'efficacité étaient au nombre des grands thèmes examinés lors de la réunion mondiale du FNUAP. Les progrès de l'organisation dans ces domaines dépendront de plusieurs aspects critiques :

- i) Formation du personnel, en particulier des superviseurs, pour les doter de compétences techniques et en matière de gestion, notamment sous forme d'encadrement, de mentorat, de retour d'information et par la gestion des conflits. Une attention particulière sera accordée au progrès, à la préparation et au perfectionnement du personnel national;
- ii) Mise en place de systèmes et d'outils de gestion permettant de mieux gérer les programmes, de communiquer les résultats et de promouvoir la gestion et la budgétisation axées sur les résultats;
- iii) Renforcement de synergies entre les divisions géographiques et les bureaux de pays, notamment dans les domaines techniques;

En conséquence, le projet de budget d'appui biennal prévoit l'allocation soutenue de ressources à la formation du personnel; l'adjonction nette de trois postes d'administrateur à la Division des services de gestion; des ressources supplémentaires réservées à la technologie de l'information; l'adjonction d'un poste de conseiller principal à l'évaluation à la Division du contrôle interne et l'adjonction d'un poste d'administrateur auxiliaire au Bureau du Directeur exécutif. En outre, des crédits supplémentaires sont nécessaires pour renforcer les acquis de la vague 1 du projet de planification des ressources (Atlas) afin de financer la mise en place de fonctions supplémentaires du système;

e) *Appui à la réforme des Nations Unies.* La réunion mondiale s'est étendue longuement sur la nécessité de renforcer les bureaux de pays et les services du siège du FNUAP afin de soutenir les diverses réformes des Nations Unies, notamment l'introduction du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et du plan d'action du programme de pays, ainsi que les différentes initiatives de simplification et d'harmonisation prises par le Groupe des Nations Unies pour le développement. À titre d'exemple de l'accroissement du volume de travail du FNUAP, on peut citer la participation au niveau des pays à l'élaboration des PNUAD, l'élaboration du cadre du plan d'action du programme de pays et la formation correspondante; la participation du FNUAP qui assure la présidence du groupe de programmes du Groupe des Nations Unies pour le développement; la présidence du groupe de travail sur les locaux et services communs; la présidence du groupe de travail sur les bureaux communs; la participation active de fonctionnaires du FNUAP au groupe de gestion du Groupe des Nations Unies pour le développement et à ses divers groupes de travail, notamment ceux qui sont chargés des politiques financières, de la technologie de l'information et des communications et des modalités des virements de caisse. Le présent projet de

budget tient compte de la décision de faire face à ces augmentations du volume de travail au moyen des postes existants, à cause de contraintes budgétaires;

f) *Régionalisation.* S'agissant de l'appui sur le terrain, il convient de noter que le FNUAP examine des formules de rechange et notamment la possibilité de déployer sur le terrain des divisions ou services d'appui aux programmes se trouvant actuellement au siège – divisions géographiques, Division de l'appui technique et Service des interventions humanitaires. Le FNUAP procède à l'évaluation de diverses questions, dont l'amélioration de l'exécution des programmes, le rapport coût-efficacité, l'amélioration de l'appui aux pays de programme et le rehaussement de sa notoriété. Le projet de budget actuel ne prévoit aucune mesure visant à régionaliser le FNUAP, mais si l'étude sur la régionalisation actuellement en cours donnait à penser que des possibilités s'offrent au FNUAP pour renforcer son appui aux programmes de pays, le Fonds en informerait le Conseil d'administration et lui présenterait en 2006 un budget d'appui biennal révisé pour 2006-2007.

10. *Questions de coût.* Le présent projet de budget vise également à permettre au FNUAP de faire face à de fortes augmentations de coûts, qui s'expliquent par deux grands facteurs :

a) La dépréciation du dollar des États-Unis, qui a contribué à augmenter le coût des biens et services à l'étranger. Ces tendances touchent essentiellement les états de paie, étant donné que les pressions inflationnistes touchent à la fois les barèmes des traitements locaux et les ajustements de poste applicables aux postes internationaux;

b) Les niveaux de risques de sécurité liés aux opérations des Nations Unies dans le monde entier, qui appellent des mesures visant à doter les organismes des Nations Unies des moyens de faire face à un environnement de plus en plus dangereux. Ces mesures sont généralement statutaires, étant donné qu'elles découlent de l'application de normes convenues, telles que les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile, ainsi que du renforcement et de l'unification du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies adopté par l'Assemblée générale⁴. La sécurité a fait l'objet d'un large débat lors de la réunion mondiale du FNUAP. Le personnel a convenu qu'un environnement sûr était indispensable à la bonne exécution des programmes.

C. Incidences financières de la mise en œuvre du plan stratégique du budget d'appui biennal 2006-2007

11. Le projet de budget pour l'exercice biennal 2006-2007 a été établi sur la base de prévisions de recettes d'un montant total de 910 millions de dollars, dont 747 millions au titre des ressources ordinaires et 163 millions au titre des autres ressources. Selon les projections, les autres ressources comprendraient un montant de 136 millions de dollars provenant de contributions de donateurs, 24 millions de dollars provenant de fondations et 3 millions de dollars au titre d'achats remboursables. Les prévisions de ressources ordinaires sont fortes, malgré la perte du financement d'un grand donateur pour les quatre dernières années. Cette projection est fondée sur les tendances récentes de l'élargissement de la base de

⁴ Sect. XI de la résolution 59/276 du 23 décembre 2004.

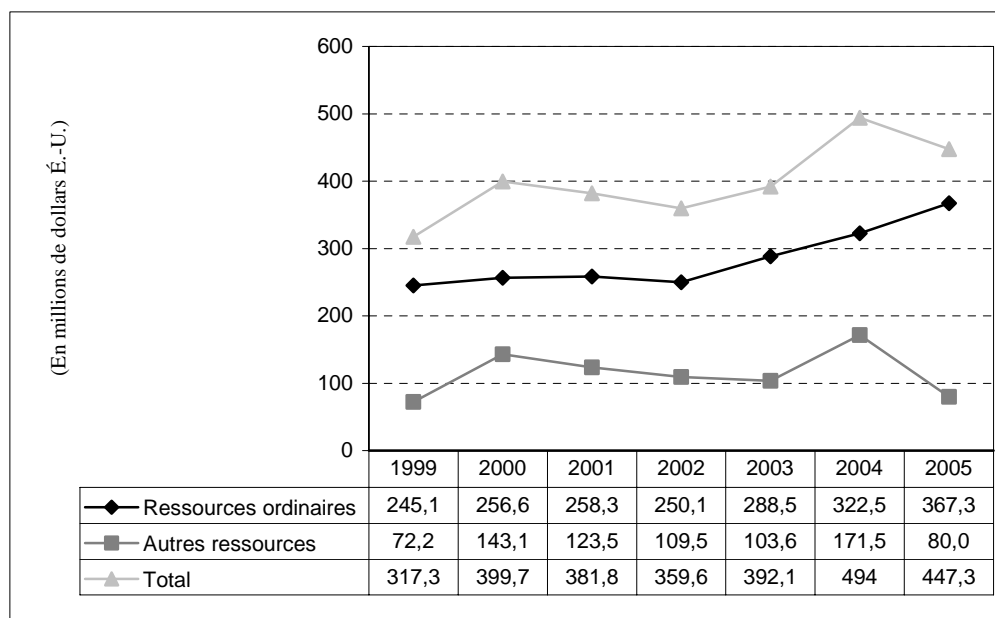
donateurs et sur le nombre élevé de contributions provenant de la zone euro. Les tendances récentes des recettes ordinaires (fig. A) soutiennent cette projection.

12. On trouvera au tableau 1 le montant estimatif des ressources du FNUAP pour l'exercice biennal 2006-2007 et une ventilation des dépenses prévues. Les soldes d'ouverture totalisent 2,5 millions de dollars au titre de ressources ordinaires et 135 millions de dollars au titre des autres ressources. Ajouté aux recettes correspondant à l'exercice biennal, ce montant porte à plus de 1 milliard de dollars le total des ressources disponibles au titre du programme et des activités d'appui au programme pour 2006-2007.

13. La figure B montre comment les ressources totales seront utilisées au cours de l'exercice biennal 2006-2007. L'essentiel des ressources, soit 718,2 millions de dollars, ou 76,7 % des dépenses prévues, sera alloué directement aux programmes, contre 74,3 % dans le budget d'appui biennal 2004-2005 (DP/FPA/2003/11). Exprimé en dollars, l'accroissement du montant total des ressources allouées au programme se chiffre à 160,4 millions de dollars.

14. Vingt et un pour cent du montant total estimatif des dépenses seront utilisés pour trois composantes du budget d'appui biennal : a) l'appui aux programmes au niveau des pays (10,7 %); b) l'appui aux programmes au niveau du siège (3,7 %); c) la gestion et l'administration de l'organisation (6,6 %).

Figure A
Recettes du FNUAP, 1999-2005*



* Source : États financiers annuels pour la période 1999-2004; projections pour 2005.

Figure B
Emploi des ressources, 2006-2007
 (Source : tableau 1)

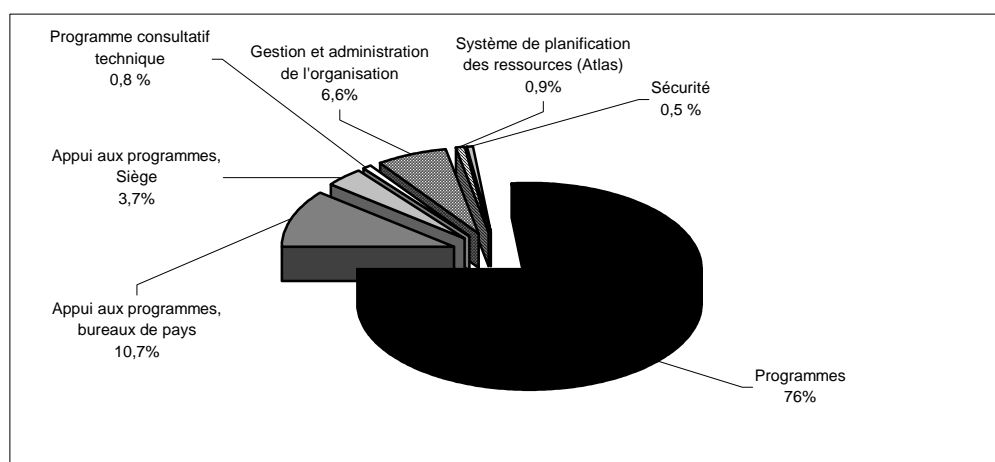


Tableau 1
Plan des ressources du FNUAP

(En milliers de dollars des États-Unis)^a

	2004-2005				2004-2005, y compris la réserve au titre de la sécurité ^b						2006-2007							
	Res-sources ordinaires		Autres ressources		Total		Ressources ordinaires		Autres ressources		Total		Ressources ordinaires		Autres ressources		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Ressources disponibles																		
Solde d'ouverture	2 500,0		123 000,0		125 500,0		2 500,0		123 000,0		125 500,0		2 500,0		135 000,0		137 500,0	
Recettes																		
Contributions	584 100,0		136 000,0		720 100,0		584 100,0		136 000,0		720 100,0		747 000,0		136 000,0		883 000,0	
Autres	2 560,0		25 440,0		28 000,0		2 560,0		25 440,0		28 000,0		0,0		24 000,0		24 000,0	
Remboursements pour services fournis	0,0		2 500,0		2 500,0		0,0		2 500,0		2 500,0		0,0		3 000,0		3 000,0	
Total partiel	586 660,0		163 940,0		750 600,0		586 660,0		163 940,0		750 600,0		747 000,0		163 000,0		910 000,0	
Total	589 160,0		286 940,0		876 100,0		589 160,0		286 940,0		876 100,0		749 500,0		298 000,0		1 047 500,0	
Emploi des ressources – Activités relatives aux programmes et à l'appui aux programmes																		
Activités relatives aux programmes et à l'appui aux programmes (FNUAP)																		
A.																		
Programmes	400 659,2	68,6	157 190,0	94,2	557 849,2	74,3	393 868,2	67,5	157 190,0	94,2	551 058,2	73,4	528 177,4	70,8	190 000,0	100,0	718 177,4	76,7
B. Appui aux programmes																		
Bureau de pays																		
	79 122,4	13,6	0,0	0,0	79 122,4	10,5	79 122,4	13,6	0,0	0,0	79 122,4	10,5	99 994,6	13,4	0,0	0,0	99 994,6	10,7
Siège	26 668,4	4,6	0,0	0,0	26 668,4	3,6	26 668,4	4,6	0,0	0,0	26 668,4	3,6	34 472,9	4,6	0,0	0,0	34 472,9	3,7

	2004-2005				2004-2005, y compris la réserve au titre de la sécurité ^b								2006-2007					
	Res- sources ordinaires		Autres ressources		Total		Ressources ordinaires		Autres ressources		Total		Ressour- ces ordinaires		Autres ressources		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Program- me consultatif technique	7 240,0	1,2	0,0	0,0	7 240,0	1,0	7 240,0	1,2	0,0	0,0	7 240,0	1,0	7 600,0	1,0	0,0	0,0	7 600,0	0,8
Recouvre- ment au titre des projets ^c	17 250,0	3,0	9 750,0	5,8	27 000,0	3,6	17 250,0	3,0	9 750,0	5,8	27 000,0	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total partiel	24 490,0	4,2	9 750,0	5,8	34 240,0	4,6	24 490,0	4,2	9 750,0	5,8	34 240,0	4,6	7 600,0	1,0	0,0	0,0	7 600,0	0,8
Total, appui aux pro- grammes	130 280,8	22,3	9 750,0	5,8	140 030,8	18,7	130 280,8	17,5	9 750,0	5,8	140 030,8	18,7	142 067,4	19,1	0,0	0,0	142 067,4	15,2
C. Gestion et administra- tion de l'organi- sation	49 170,0	8,4	0,0	0,0	49 170,0	6,5	49 170,0	8,4	0,0	0,0	49 170,0	6,5	61 965,2	8,3	0,0	0,0	61 965,2	6,6
D. Planifica- tion des ressources (Projet Atlas)	3 750,0	0,6	0,0	0,0	3 750,0	0,5	3 750,0	0,6	0,0	0,0	3 750,0	0,5	8 850,0	1,2	0,0	0,0	8 850,0	0,9
Sécurité							6 791,0	1,2	0,0	0,0	6 791,0	0,9	4 700,0	0,6	0,0	0,0	4 700,0	0,5
Total	583 860,0	100,0	166 940,0	100,0	750 800,0	100,0	583 860,0	100,0	166 940,0	100,0	750 800,0	100,0	745 760,0	100,0	190 000,0	100,0	935 760,0	100,0
Solde de clôture	2 500,0		120 000,0		122 500,0		2 500,0		120 000,0		122 500,0		1 000,0	^d 108 000,0			109 000,0	

	2004-2005				2004-2005, y compris la réserve au titre de la sécurité ^b				2006-2007							
	Res- sources ordinaires		Autres ressources		Total		Ressources ordinaires		Autres ressources		Total					
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%				
Budget d'appui biennal																
Prévisions de dépenses nettes (total) ^c	154 960,8		0,0		154 960,8		154 960,8		0,0		154 960,8	196 432,6		0,0		196 432,6
Recettes et ajustements prévus	14 600,0		0,0		14 600,0		14 600,0		0,0		14 600,0	12 600,0	^f	0,0		12 600,0
Total partiel	14 600,0		0,0		14 600,0		14 600,0		0,0		14 600,0	12 600,0		0,0		12 600,0
Total brut	169 560,8		0,0		169 560,8		169 560,8		0,0		169 560,8	209 032,6		0,0		209 032,6

^a Les montants indiqués dans ce tableau et dans le reste du document ont été arrondis à la décimale la plus proche, ce qui peut entraîner de légères différences.

^b Le plan ajusté pour 2004-2005 prévoit, au titre de l'emploi des ressources, 6,8 millions de dollars de ressources supplémentaires au titre de la sécurité demandés dans le document DP/FPA/2004/14, approuvés par le Conseil d'administration en septembre 2004.

^c Les coûts indirects sont comptabilisés en tant que dépenses directes au titre des programmes dans les états financiers du FNUAP à compter de l'exercice biennal 2004-2005.

^d Le solde de clôture ne prend pas en compte les ajustements à la réserve opérationnelle pour l'exercice biennal 2006-2007 requis par le Règlement financier.

^e Somme de l'appui aux programmes pour les bureaux de pays, de l'appui aux programmes pour le siège et de la gestion et de l'administration de l'organisation.

^f Pour 2006-2007, toutes les recettes sont prises en compte, ce qui réduit à zéro les autres recettes au titre des « ressources disponibles ».

15. Les prévisions budgétaires se montent à un montant total brut de 209 millions de dollars, soit un montant net de 196,4 millions de dollars. Ce montant représente 28 % (montant brut) ou 26,3 % (montant net) des prévisions de recettes au titre des ressources ordinaires, qui se chiffrent à 747 millions de dollars. Ces pourcentages représentent une amélioration par rapport aux pourcentages équivalents pour l'exercice biennal 2004-2005, qui étaient respectivement de 29 % et 26,5 %. Cela montre que, malgré des investissements stratégiques et les augmentations de coûts, le FNUAP a cherché à réaliser des gains d'efficacité dans ses activités financées par le budget d'appui biennal.

16. En 2006-2007, 7,6 millions de dollars, soit 0,8 % du montant total des ressources, seront alloués à l'exécution du programme consultatif technique, qui relève de l'appui aux programmes⁵.

17. Un montant supplémentaire de 8,9 millions de dollars, soit 0,9 % du montant total des dépenses prévues, est consacré à l'élaboration du projet de planification des ressources (Atlas). Ajouté aux 13,8 millions de dollars qui y étaient réservés dans les deux documents budgétaires précédents (DP/FPA/2003/11 et DP/FPA/2002/9), les investissements relatifs au projet Atlas se chiffrent au total à 22,9 millions de dollars pour la période 2002-2007.

18. Le FNUAP se propose par ailleurs de réserver 4,7 millions de dollars à la reconstitution de la réserve au titre des mesures de sécurité correspondant à sa part du coût de la création du Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU (3,2 millions de dollars) ainsi que pour mettre en place un nouveau système intégré d'accès sécurisé au siège (1,5 million de dollars).

19. *Recettes du budget d'appui biennal.* Les remboursements au titre des services rendus par le FNUAP, qui compensent les dépenses administratives liées à ces services, sont comptabilisés comme recettes dans le budget d'appui biennal, comme prévu dans le budget harmonisé. Pour 2006-2007, un montant de 12,6 millions de dollars sera crédité au budget d'appui biennal. Les services d'achats fournis à des tierces parties ne sont pas gérés au moyen des ressources ordinaires. Le solde des recettes inutilisées à la clôture de l'exercice biennal, une fois que le coût direct de ces services a été couvert, est crédité au budget d'appui biennal.

20. Compte tenu des projections relatives au volume total des services d'achats remboursables pour 2006-2007, on prévoit que le montant total des recettes, soit 3 millions de dollars, sera entièrement utilisé pour couvrir les coûts directs et les dépenses de fonctionnement au titre des services d'achats remboursables. Aucun solde ne sera donc versé au budget d'appui biennal. Les remboursements aux nationaux d'un État Membre au titre de l'impôt national sur le revenu sont également crédités au budget. Ledit État Membre n'ayant pas versé de contributions, il n'est prévu de créditer au budget d'appui biennal aucun montant au titre de ces remboursements. Toute augmentation imprévue des recettes se traduira par une réduction du montant net du budget d'appui biennal.

⁵ Quatre-vingts pour cent des ressources affectées au programme consultatif technique sont comptabilisées au titre des activités de programmes (postes et activités de l'Équipe de services techniques de pays du FNUAP), les 20 % restants relevant de l'appui aux programmes (coût du bureau de l'équipe de services techniques) comme convenu antérieurement avec le Conseil d'administration.

Tableau 2

Récapitulatif des principaux secteurs d'augmentation ou de diminution

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Volume^a</i>	<i>Coût^a</i>	Total
I. Montant net des ouvertures de crédits prévues pour 2004-2005				154 960,6
II. Augmentations				
Siège	Nouveaux postes	3 528,5		
	Reclassements de postes	811,6		
	Postes existants		9 821,9	
	Remboursement et contributions aux agents d'exécution	493,6	3 597,1	
	Assurance et sécurité		747,7	
	Consultants et services contractuels	1 921,3		
	Location et transformation de locaux	1 382,0	226,1	
	Formation	861,0		
	Audiovisuel et impression	854,1		
	Technologie de l'information (matériel et location)	384,2		
	Total partiel, siège		10 236,4	14 392,8
Bureaux de pays	Nouveaux postes	6 886,4		
	Postes existants		9 525,6	
	Assurance et sécurité		701,4	
	Location et transformation de locaux	335,8	791,4	
	Remboursement et contributions aux agents d'exécution		376,5	
	Voyages	433,8	271,1	
	Technologie de l'information (matériel et location)	382,1		
	Formation	209,2		
Total partiel, bureaux de pays		8 247,2	11 665,9	
Total partiel, augmentations		18 483,7	26 058,8	
III. Diminutions				
Siège	Locaux		(3 600,0)	
	Formation		(1 050,1)	
	Assurance et sécurité		(137,5)	
	Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	(430,6)		
	Suppression de postes	(289,4)		
Total partiel, siège		(720,1)	(4 787,6)	

		Volume ^a	Coût ^a	Total
Bureaux de pays	Assurance et sécurité		(412,5)	
	Suppression de postes	(308,3)		
	Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	(215,0)		
	Consultants et services contractuels	(197,1)		
Total partiel, bureaux de pays		(720,4)	(412,5)	
Total partiel, diminutions		(1 440,4)	(5 200,1)	
IV. Autres ajustements nets	Siège	42,2	476,6	
	Bureaux de pays	(860,2)	1 911,5	
V. Variation nette des recettes prévues		2 000,0		
VI. Montant net des prévisions d'ouvertures de crédits pour 2006-2007		18 225,2	23 246,7	196 432,5

^a On trouvera une définition du volume et des coûts à l'annexe II, Méthode.

D. Résumé des propositions

21. *Principaux secteurs de variation de volume et de coûts.* Le tableau 2 présente certains secteurs de diminution ou d'augmentation du projet de budget d'appui biennal pour 2006-2007, comparés au projet de budget d'appui biennal pour 2004-2005 publié sous la cote DP/FPA/2003/11. Les changements sont expliqués ci-après.

Bureaux de pays : augmentations

22. Le principal facteur d'augmentation est lié aux postes, aussi bien nouveaux (6,9 millions de dollars) qu'existants (9,5 millions de dollars). Il est demandé au total 48 nouveaux postes dans les bureaux de pays, dont 10 postes d'administrateur recruté sur le plan international. Les nouveaux postes sont comptabilisés au titre du volume, tandis que les augmentations de coûts liées aux postes existants sont comptabilisées au titre des augmentations de coûts. Les postes des bureaux extérieurs coûtent de plus en plus cher en raison de l'augmentation des traitements et des ajustements de poste, qui sont la conséquence de pressions inflationnistes découlant de la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à certaines monnaies. Le tableau 2 fait également apparaître l'augmentation du coût de la location et des transformations de locaux (800 000 dollars) ainsi que des augmentations de coûts statutaires liées à l'assurance et à la sécurité (700 000 dollars), et du remboursement aux agents d'exécution au titre de services fournis et de la contribution à des activités communes (400 000 dollars).

23. Pour ce qui est des augmentations de volume, mis à part les augmentations visées plus haut, des hausses sont prévues au titre des voyages (400 000 dollars), de la technologie de l'information (matériel et location), à hauteur de 400 000 dollars, de la location et des transformations de locaux (300 000 dollars) et de la formation (200 000 dollars). Un ajustement en volume des voyages pour les amener à un niveau plus réaliste a dû être effectué après la réduction opérée dans le budget d'appui biennal pour 2004-2005. Des ressources supplémentaires au titre des voyages ont également été prévues pour le nouveau vérificateur régional des comptes et les postes des nouveaux responsables régionaux de la sécurité.

Bureaux de pays : diminutions

24. Les bureaux de pays font l'objet de diminutions en volume au titre de la réduction de postes (300 000 dollars), des heures supplémentaires (200 000 dollars), des consultants et services contractuels (200 000 dollars), ainsi que de diminutions de coûts liées au remboursement de frais d'assurance et de sécurité engagés directement par des membres du personnel de projet (400 000 dollars).

Siège : augmentations

25. Les principales augmentations concernent les postes – nouveaux postes (3,5 millions de dollars) et postes existants (9,8 millions de dollars). Les ajustements afférents aux nouveaux postes sont des ajustements de volume, les autres constituant des augmentations de coûts. Les augmentations des dépenses de personnel au siège s'expliquent par les nouveaux barèmes de traitement, l'augmentation du coût de l'assurance maladie après la cessation de service et l'augmentation des coûts liés à des procédures de recrutement plus complexes et plus complètes adoptées par la Division des ressources humaines. Les augmentations en volume sont liées au projet de création nette de 11 postes, dont 10 postes d'administrateur recruté sur le plan international.

26. Comme dans le cas des bureaux de pays, le tableau 2 présente également l'augmentation de dépenses statutaires telles que le remboursement aux agents d'exécution au titre de services fournis et les contributions à des activités communes (3,6 millions de dollars) ainsi que les frais d'assurance et de sécurité (700 000 dollars).

27. Pour ce qui est des augmentations en volume, mises à part les augmentations liées au projet de création de postes évoqué plus haut, d'autres augmentations sont prévues au titre du reclassement de certains postes (800 000 dollars); de l'utilisation de consultants et de services contractuels (1,9 million de dollars) et de l'agrandissement et de la transformation de locaux (1,4 million de dollars). Sont également prévues les dépenses de fonctionnement liées au site Web du FNUAP et aux travaux d'impression (900 000 dollars), ainsi que des investissements supplémentaires dans la formation du personnel (900 000 dollars) et la technologie de l'information (400 000 dollars). L'inscription du site Web dans le budget d'appui biennal tient compte de l'importance de ce site pour faire mieux connaître le FNUAP et ses programmes.

Siège : diminutions

28. Les principaux éléments de diminution au Siège sont liés au mécanisme de recouvrement des dépenses directes engagées par des membres du personnel de projet. Sur la base du nombre estimatif de membres du personnel au siège, un montant de 5,7 millions de dollars sera recouvré au titre des locaux. Le montant du remboursement prévu inscrit au budget d'appui biennal pour 2004-2005 étant de 2,1 millions de dollars, ce montant représente une diminution de coûts de 3,6 millions de dollars par rapport au budget d'appui biennal pour 2004-2005.

29. Traditionnellement, une partie des ressources est budgétisée au siège au titre des activités de formation de la Division des ressources humaines, qui sont généralement menées au siège même à l'intention du personnel du siège ainsi que du personnel des bureaux de pays. Le tableau 2 indique que l'augmentation des

activités de formation au siège comme sur le terrain, représentant environ un million de dollars, sera compensée par le recouvrement prévu des dépenses directes engagées par des membres du personnel de projet à hauteur de 1,1 million de dollars.

30. Enfin, les diminutions au siège concernent également la suppression de deux postes d'agent des services généraux à la Division des services de gestion (300 000 dollars).

Tableaux récapitulatifs des ressources et des postes

31. Le tableau 3 présente les prévisions de dépenses nettes, par ligne de crédit et selon la localisation, en soulignant les ajustements de volume et de coûts par rapport au budget d'appui biennal pour 2004-2005. Le FNUAP envisage des augmentations nettes en volume de 18,2 millions de dollars et des augmentations liées aux coûts d'un montant estimatif de 23,2 millions de dollars. Les variations de coûts comptent pour 56,1 % de l'augmentation totale, qui est estimée à 41,5 millions de dollars. Le montant brut des crédits ouverts se répartit comme suit : 50,9 % pour les bureaux de pays, 49,1 % pour le siège. Ces pourcentages sont analogues à ceux qui figuraient dans le projet de budget d'appui biennal pour 2004-2005, ce qui reflète les efforts soutenus déployés pour accroître la part du budget d'appui biennal alloué au niveau des pays. En ce qui concerne le siège, l'appui aux programmes représente 17,5 % du total, la part allouée à la gestion et à l'administration de l'organisation étant de 31,5 %.

32. Le tableau 4 présente un récapitulatif des postes financés au moyen des ressources ordinaires par catégorie, ligne de crédit et localisation. Une augmentation de 59 postes est demandée, ce qui porterait les effectifs de 972 à 1 031 postes. Il convient de noter que la répartition des postes a été légèrement modifiée au siège comme sur le terrain. On trouvera des renseignements complémentaires sur ces changements à la section II du présent document. Sur les 59 postes nouveaux, 48 vont aux bureaux de pays (10 postes d'administrateur recruté sur le plan international et 38 postes d'administrateur recruté sur le plan local) et 11 sont prévus au siège (10 postes d'administrateur recruté sur le plan international et 1 poste d'agent des services généraux). Le tableau 3 indique le déploiement des services d'achats à Copenhague (Danemark), qui s'est traduit par le transfert du siège à Copenhague de trois postes financés au moyen du budget d'appui biennal.

33. La figure C donne la ventilation, par catégorie de dépenses, du montant brut prévu de 209 millions de dollars pour le budget d'appui biennal proposé pour l'exercice 2006-2007.

Tableau 3
Prévisions budgétaires par ligne de crédit et selon la localisation

(En milliers de dollars des États-Unis)

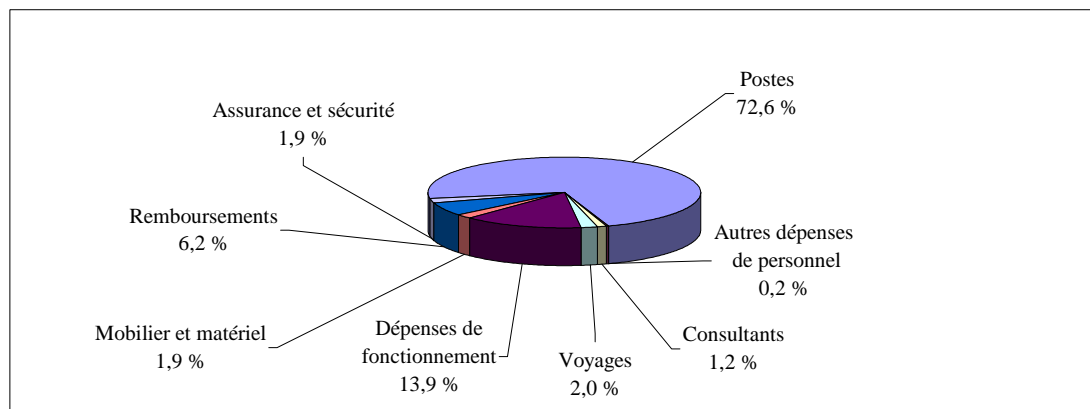
<i>Prévisions budgétaires brutes</i>	<i>2004-2005</i>		<i>Variation</i>				<i>2006-2007</i>	
	<i>Montants proposés</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Volume</i>		<i>Coût</i>		<i>Montants proposés</i>	<i>Pourcentage du total</i>
			<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Pourcentage</i>		
Par ligne de crédit								
Appui aux programmes								
Bureaux de pays	86 577,1	51,1	6 666,6	7,7	13 164,9	15,2	106 408,7	50,9
Siège	29 181,0	17,2	2 822,8	9,7	4 680,3	16,0	36 684,1	17,5
Gestion et administration de l'organisation	53 802,6	31,7	6 735,7	12,5	5 401,5	10,0	65 939,9	31,5
Total	169 560,6	100,0	16 225,2	9,6	23 246,7	13,7	209 032,6	100,0
Selon la localisation								
Bureau de pays	86 577,1	51,1	6 666,6	7,7	13 164,9	15,2	106 408,7	50,9
Siège	82 983,6	48,9	9 558,6	11,5	10 081,8	12,1	102 624,0	49,1
Total	169 560,6	100,0	16 225,2	9,6	23 246,7	13,7	209 032,6	100,0
Prévisions de recettes	(14 600,0)		2 000,0	(13,7)			(12 600,0)	
Prévisions budgétaires nettes	154 960,6		18 225,2	11,8	23 246,7	15,0	196 432,6	

Tableau 4
Postes imputés sur les ressources ordinaires, ventilés par catégorie et par ligne de crédit et selon la localisation

Postes	Postes proposés pour 2004-2005					Variation				Postes proposés pour 2006-2007				
						Augmentation/(diminution)								
	Adminis- trateurs recrutés sur le plan interna- tional	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et des autres catégories	Total	Pourcentage du total	Adminis- trateurs recrutés sur le plan interna- tional	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et des autres catégories	Total	Adminis- trateurs recrutés sur le plan interna- tional	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et des autres catégories	Total	Pourcentage du total
Par ligne de crédit														
Appui aux programmes														
Bureaux de pays	99	225	424	748	77,0	10	38	–	48	109	263	424	796	77,2
Siège	46	–	36	82	8,4	4	–	–	4	50	–	36	86	8,3
Gestion et administration de l'organisation														
	69	–	73	142	14,6	6	–	1	7	75	–	74	149	14,5
Total	214	225	533	972	100,0	20	38	1	59	234	263	534	1 031	100,0
Pourcentage	22,0	23,1	54,8	100,0						22,7	25,5	51,8	100,0	
Selon la localisation														
Bureaux de pays	99	225	424	748	77,0	10	38	–	48	109	263	424	796	77,2
Pourcentage	46,3	100,0	79,5	77,0						46,6	100,0	79,4	77,2	
Siège, New York	113	–	108	221	22,7	8	–	–	8	121	–	108	229	22,2
Genève	2	–	1	3	0,3	–	–	–	–	2	–	1	3	0,3
Copenhague	–	–	–	–	0,0	2	–	1	3	2	–	1	3	0,3
Total, Siège	115	–	109	224	23,0	10	–	1	11	125	–	110	235	22,8
Pourcentage	53,7	0,0	20,5	23,0						53,4	0,0	20,6	22,8	
Total	214	225	533	972	100,0	20	38	1	59	234	263	534	1 031	100,0
Pourcentage	22,0	23,1	54,8	100,0						22,7	25,5	51,8	100,0	

Figure C
Dépenses brutes, par catégorie, 2006-2007

(Source : tableau II)



II. Projet de budget d'appui biennal pour l'exercice 2006-2007

A. Investissements stratégiques

1. Personnel

Siège

34. *Bureau de la planification stratégique.* La proposition faite au titre du Bureau de la planification stratégique répond à la nécessité de renforcer la planification stratégique au FNUAP. Le Bureau a les fonctions suivantes : a) il veille à ce que les orientations stratégiques du FNUAP soient transposées en une planification et une gestion axées sur les résultats au niveau de l'organisation; et b) il programme les ressources de sorte que leur allocation soit efficace et rationnelle et permette d'atteindre les résultats prévus. Le Bureau de la planification stratégique joue un rôle central en ce qu'il détermine quelles sont les nouvelles tendances mondiales et analyse les incidences de ces tendances pour que le FNUAP puisse se positionner stratégiquement. Il est également chargé de promouvoir le partage des connaissances au FNUAP et d'améliorer les résultats à tous les niveaux de l'organisation.

35. Les principaux changements par rapport au budget précédent, en ce qui concerne le Bureau de la planification stratégique, sont l'addition nette de quatre postes de fonctionnaire recruté sur le plan international, à savoir : a) un P-5 et un D-1 (déclassé à P-5) appartenant au Service du partage des connaissances, transféré de la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources au Bureau et b) deux nouveaux postes, un P-3 (un analyste des données, Groupe du PFP et de la gestion axée sur les résultats), dont le titulaire viendra renforcer les capacités du Bureau en matière de suivi du PFP et d'établissement des rapports s'y rapportant) et un P-5 (Chef du Groupe de l'analyse environnementale), dont le titulaire viendra renforcer les capacités d'observation

stratégique interne et externe, d'analyse des grandes tendances susceptibles d'avoir des incidences pour les politiques et les programmes du FNUAP et d'adaptation à ces tendances. Il s'agit là de tâches de la plus grande importance étant donné l'importance accrue que les hauts responsables et ceux dont le FNUAP sert les intérêts accordent aux questions de résultats et de responsabilité.

36. *Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources.* Dix ans après la Conférence internationale sur la population et le développement, la stratégie d'information et de communication du FNUAP a été réexaminée et renforcée de sorte que l'organisation soit mieux en mesure de s'acquitter de son mandat et que davantage de ressources puissent être mobilisées en faveur du programme d'action relatif à la population et au développement. Une étude indépendante des activités de sensibilisation et de collecte de fonds a montré que le FNUAP devait se mettre plus en avant et se faire mieux connaître, l'idée étant que si son travail était mieux connu, il lui serait plus aisé de lever des fonds. Après examen de la question, et compte tenu des recommandations faites à la réunion mondiale du FNUAP, il est proposé dans le budget d'appui biennal pour 2006-2007 de créer deux nouveaux postes de spécialiste de la levée de fonds de la classe P-4.

37. La Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources doit également être renforcée pour pouvoir faire connaître aux décideurs et au grand public les questions examinées à la Conférence internationale sur la population et le développement et les principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence. Des renforts sont nécessaires pour la coordination de la production et de la diffusion des documents imprimés et audiovisuels et pour la liaison avec les médias, activités qui favoriseront une meilleure compréhension des questions abordées à la Conférence et des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que la mobilisation du public. Il est donc proposé de créer pour l'exercice biennal 2006-2007 un nouveau poste P-4 de spécialiste des médias et de l'information.

38. *Division des services de gestion.* Le FNUAP est en train de revoir la structure de la Division des services de gestion. Comme elle s'occupe des systèmes intégrés de gestion, des finances et du budget, de l'administration, des achats et de la sécurité, celle-ci se ressent de la croissance du Fonds. Son tableau d'effectifs doit être modifié d'urgence pour que son personnel corresponde à ses responsabilités accrues. Il est donc proposé de créer trois nouveaux postes d'administrateur : un P-4 d'architecte informatique et un P-3 de gestionnaire de réseau pour le Service des systèmes intégrés de gestion et un P-3 pour le Service des achats et de la gestion des bâtiments.

39. En outre, conformément à la proposition relative à la sécurité approuvée par le Conseil d'administration en septembre 2004 (décision 2004/27), le FNUAP a créé un poste d'appui dont le titulaire est chargé d'épauler le Conseiller en matière de sécurité. Pour répondre à des besoins urgents, le FNUAP a également proposé la création d'un autre poste d'appui dont le titulaire s'occuperait de la gestion du matériel. Il a également été recommandé que deux postes d'appui soient supprimés : l'un au Service des systèmes intégrés de gestion et l'autre au Service des achats et de la gestion des bâtiments. En 2005, le Groupe des achats, qui fait partie du Service des achats et de la gestion des bâtiments, a été transféré à Copenhague, où se trouve désormais un grand centre des Nations Unies pour les activités d'achats. Le Gouvernement danois a financé le déménagement et fournit des locaux à titre

gracieux. Trois postes permanents (deux d'administrateur et un d'agent des services généraux) ont été transférés de New York à Copenhague à cette occasion.

40. *Division du contrôle interne.* Le FNUAP a proposé de créer un poste P-5 de Conseiller en matière d'évaluation afin de renforcer les capacités d'évaluation. Il convient de noter que les prévisions budgétaires contiennent aussi d'autres propositions relatives à la Division du contrôle interne qui reflètent l'évolution des rapports entre le FNUAP et le PNUD dans le domaine de l'audit interne. Trois postes d'auditeur recruté sur le plan national ont été ajoutés aux deux qui avaient été créés en 2004-2005 pour les audits des bureaux de pays du FNUAP en Afrique subsaharienne. En 2006-2007, le FNUAP se retirera complètement des centres d'audit régionaux du PNUD et adoptera une démarche plus efficace.

41. *Bureau du Directeur exécutif.* Il est proposé de créer deux nouveaux postes, un poste P-2 dont le titulaire épaulera les membres du Bureau et un poste d'agent d'appui dont le titulaire s'acquittera de tâches de secrétariat, dont le volume a augmenté. Le FNUAP a aussi proposé qu'un poste de rédacteur de discours soit transféré de la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources et reclassé à P-5, compte tenu de la complexité du travail de rédaction des discours du Directeur exécutif et des textes officiels.

42. *Reclassement de postes.* Il est proposé dans le projet de budget d'appui biennal pour 2006-2007, de reclasser 24 postes du siège, 14 d'administrateur et 10 d'agent des services généraux. On trouvera à l'annexe IV des renseignements détaillés à ce sujet. Le FNUAP est bien conscient des recommandations qu'a faites le CCQAB sur la question et s'est efforcé de ne proposer que des reclassements liés à des changements de fonctions.

Postes qu'il est proposé de créer ou de supprimer au Siège

<i>Division/Service</i>	<i>Postes créés ou supprimés</i>	<i>Classe</i>	<i>Nombre de postes nouveaux</i>	<i>Nombre de postes supprimés</i>	<i>Variation nette</i>
Bureau du Directeur exécutif	Appui au Bureau du Directeur exécutif	P-2	1		1
Bureau du Directeur exécutif	Secrétaire	G-5	1		1
Bureau du Directeur exécutif : total			2	–	2
Division des services de gestion/Service des systèmes intégrés de gestion	Architecte informatique	P-4	1		1
Division des services de gestion/Service des systèmes intégrés de gestion	Gestionnaire de réseau	P-3	1		1
Division des services de gestion/Service des systèmes intégrés de gestion	Poste 1953 – Assistant à la production des États	G-7		(1)	(1)
Division des services de gestion/Groupe de la gestion des bâtiments	Spécialiste de la gestion des bâtiments	P-3	1		1
Division des services de gestion/Groupe de la gestion des bâtiments	Assistant administratif – sécurité	G-6	1		1
Division des services de gestion/Groupe de la gestion des bâtiments	Assistant à la gestion des bâtiments	G-6	1		1
Division des services de gestion/Groupe de la gestion des bâtiments	Commis – Poste 1775	G-4		(1)	(1)

<i>Division/Service</i>	<i>Postes créés ou supprimés</i>	<i>Classe</i>	<i>Nombre de postes nouveaux</i>	<i>Nombre de postes supprimés</i>	<i>Variation nette</i>
Division des services de gestion : total			5	(2)	3
Division du contrôle interne/Bureau des services de contrôle interne et d'évaluation	Conseiller en matière d'évaluation	P-5	1		1
Division du contrôle interne : total			1	–	1
Bureau de la planification stratégique	Chef du Groupe de l'analyse environnementale	P-5	1		1
Bureau de la planification stratégique	Spécialiste de l'analyse des données (PFP – Gestion axée sur les résultats)	P-3	1		1
Bureau de la planification stratégique : total			2	–	2
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources/Service des médias	Spécialiste des médias et de l'information	P-4	1		1
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources/Service de la mobilisation des ressources	Spécialiste de la mobilisation des ressources	P-4	1		1
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources/Service de la mobilisation des ressources	Spécialiste de la mobilisation des ressources	P-4	1		1
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources : total			3	–	3
Total			13	(2)	11

43. La question de la classe des postes du siège est liée à celle des reclassements. Le FNUAP a déjà fait valoir qu'avec son personnel réduit et ses activités complexes, il avait des difficultés à incorporer dans son organigramme des postes d'administrateur débutant. Il convient de noter que sur les 10 postes d'administrateur qu'il est proposé de créer au siège, quatre sont de la classe P-3 ou d'une classe inférieure à P-3. Le tableau ci-dessus est un récapitulatif des postes nouveaux proposés pour le siège.

Bureaux de pays

44. *Renforcement de la présence du FNUAP sur le terrain.* Un des grands objectifs stratégiques du projet de budget est de renforcer la présence du FNUAP sur le terrain. En 2002-2003, le Fonds a adopté une typologie des bureaux de pays en vue d'adapter les effectifs permanents en fonction de la complexité des programmes, du rang de priorité du pays et d'autres circonstances particulières à certains pays rendant des effectifs supplémentaires nécessaires. Cette typologie définissait un nouvel ensemble de compétences propre à renforcer le rôle des administrateurs recrutés sur le plan local dans les domaines techniques, ainsi que les capacités de

gestion, moyennant la création d'un poste de responsable de la gestion des opérations dans les pays qui avaient le plus besoin de l'aide du FNUAP.

45. Après avoir testé la nouvelle typologie pendant un exercice biennal entier, le FNUAP a conclu que si elle avait permis de faire beaucoup mieux concorder les besoins et les ressources des bureaux de pays, des ajustements supplémentaires s'imposaient, en particulier pour les pays dans lesquels les capacités étaient faibles ou dans lesquels il fallait que le FNUAP se fasse mieux connaître et participe davantage à l'élaboration des politiques nationales. C'est pourquoi il est prévu dans le présent projet de budget 48 postes supplémentaires pour les bureaux de pays, dont 33 pour des bureaux situés en Afrique. On trouvera dans le tableau des précisions sur ces postes.

Postes qu'il est proposé d'ajouter ou de supprimer dans les bureaux de pays

<i>Pays</i>	<i>Désignation du poste</i>	<i>Nombre de postes nouveaux</i>	<i>Nombre de postes supprimés</i>	<i>Variation nette</i>
Afrique				
Afrique du Sud	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Afrique du Sud	Administrateur de programme recruté sur le plan national – conseiller en matière de VIH/sida		(1)	(1)
Afrique du Sud	Représentant adjoint (P-4)		(1)	(1)
Afrique du Sud	Conseiller régional pour la sécurité (P-4)	1		1
Angola	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Bénin	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Burkina Faso	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Cameroun	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Congo	Administrateur de programme recruté sur le plan national et responsable de la gestion des opérations	2		2
Côte d'Ivoire	Administrateur de programme recruté sur le plan national – auditeur régional		(1)	(1)
Érythrée	Responsable de la gestion des opérations	1		1
Gabon	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Ghana	Représentant adjoint (P-4)	1		1

<i>Pays</i>	<i>Désignation du poste</i>	<i>Nombre de postes nouveaux</i>	<i>Nombre de postes supprimés</i>	<i>Variation nette</i>
Guinée équatoriale	Administrateur de programme recruté sur le plan national	2		2
Kenya	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Lesotho	Représentant (P-5)	1		1
Malawi	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Mauritanie	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Mozambique	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Namibie	Administrateur de programme recruté sur le plan national et responsable de la gestion des opérations	2		2
Niger	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Nigeria	Administrateur de programme recruté sur le plan national	2		2
République centrafricaine	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
République démocratique du Congo	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Rwanda	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Sénégal	Administrateur de programme recruté sur le plan national – auditeur régional	1		1
Sénégal	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Sénégal	Représentant adjoint (P-4)	1		1
Sierra Leone	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Swaziland	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Swaziland	Représentant (P-5)	1		1
Tchad	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Togo	Responsable de la gestion des opérations	1		1
Zimbabwe	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1

<i>Pays</i>	<i>Désignation du poste</i>	<i>Nombre de postes nouveaux</i>	<i>Nombre de postes supprimés</i>	<i>Variation nette</i>
Zimbabwe	Administrateur de programme recruté sur le plan national – conseiller en matière de VIH/sida	1		1
Total		36	(3)	33
Asie et Pacifique				
Bhoutan	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Chine	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
République démocratique populaire lao	Représentant adjoint (P-4)	1		1
Thaïlande	Administrateur de programme recruté sur le plan national – auditeur régional	2		2
Thaïlande	Conseiller régional pour la sécurité (P-4)	1		1
Total		6	–	6
États arabes et Europe				
Arménie	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		
Azerbaïdjan	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		
Jordanie	Administrateur de programme recruté sur le plan national – auditeur régional	1		
Jordanie	Conseiller régional pour la sécurité (P-4)	1		
Soudan	Coordonnateur de programme (P-4)	1		
Total		5	–	5
Amérique latine et Caraïbes				
Brésil	Responsable de la gestion des opérations	1		1
El Salvador	Représentant (P-5)	1		1
Haïti	Représentant adjoint (P-4)	1		1
Uruguay	Administrateur de programme recruté sur le plan national	1		1
Total		4	–	4
Total général		51	(3)	48

46. Le nombre de nouveaux postes proposés est de 33 pour l’Afrique (dont 4 d’administrateur recruté sur le plan international), de six pour l’Asie (dont 2

d'administrateur recruté sur le plan international), de cinq pour les États arabes et l'Europe (dont 2 d'administrateur recruté sur le plan international) et de quatre pour l'Amérique latine et les Caraïbes (dont 2 d'administrateur recruté sur le plan international).

47. Le tableau ci-dessus fait aussi apparaître : a) le transfert d'un poste d'auditeur de la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan national de la Côte d'Ivoire au Sénégal; b) le transfert d'un administrateur de programme recruté sur le plan national (conseiller en matière de VIH/sida) de l'Afrique du Sud au Zimbabwe (2 postes de conseiller en matière de VIH/sida avaient été approuvés en 2004-2005; les titulaires devaient apporter au personnel du Fonds sur le terrain une aide en matière de VIH/sida, conformément aux recommandations du Secrétaire général); c) la création de trois postes de conseiller régional pour la sécurité en Afrique du Sud, en Jordanie et en Thaïlande, conformément au plan de sécurité du FNUAP, approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2004 (décision 2004/27); et d) la création de trois postes supplémentaires d'auditeur de la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan national, deux en Thaïlande et un en Jordanie (ce qui portera à cinq le nombre total d'auditeurs de la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan local en poste sur le terrain). Avec l'ajout d'un poste permanent en Uruguay, le FNUAP aura des activités financées au moyen du budget d'appui biennal dans 111 pays.

48. *Taux de vacance de postes.* Comme le budget d'appui biennal de 2004-2005, celui-ci postule un taux de vacance de postes de 6 % pour le personnel recruté sur le plan international (siège et terrain), de 2 % pour le personnel du siège recruté sur le plan local et de 10 % pour le personnel de terrain recruté sur le plan local.

2. Formation et organisation des carrières

49. Le montant de 2,9 millions de dollars prévu dans le projet de budget au titre de la formation traduit l'importance que le FNUAP accorde au perfectionnement du personnel et sa volonté de promouvoir une culture de l'apprentissage continu. Le FNUAP est déterminé à veiller à ce que la formation et le perfectionnement du personnel soient des piliers de la gestion des ressources humaines. L'enveloppe prévue dans le projet de budget permettra de donner aux fonctionnaires les aptitudes dont ils ont besoin pour concrétiser les orientations stratégiques de l'organisation, d'en faire des partenaires plus efficaces pour la programmation des activités des organismes des Nations Unies et de renforcer leurs compétences de gestion et de direction. En outre, une équipe de fonctionnaires sera formée aux interventions d'urgence pour que le FNUAP soit mieux à même de réagir en cas d'urgence dans les pays en développement.

50. Les ressources prévues pour la formation permettront au FNUAP de satisfaire les besoins pressants du personnel en la matière et d'aider les fonctionnaires à se perfectionner et à progresser dans différentes filières professionnelles, compte tenu du schéma de compétences qui a été défini. Au cours de l'exercice 2006-2007, l'accent sera mis sur les besoins d'apprentissage et de perfectionnement du personnel de terrain, et la priorité sera donnée aux représentants adjoints et aux administrateurs de programme recrutés sur le plan national. Dans le cadre de sa stratégie de planification des successions, le FNUAP formera certains fonctionnaires destinés à devenir ses représentants. À cette fin, il prendra les mesures suivantes :

a) Il organisera pour toutes les catégories de personnel de terrain des séances de formation préparatoire et d'accompagnement personnalisé en matière d'organisation des carrières;

b) Il révisera et enrichira les modules de son programme d'apprentissage à distance sur les questions de population, dont les participants étudient avec l'appui d'un conseiller des questions de fond touchant au programme du FNUAP;

c) Il continuera d'offrir à son personnel certains cours de gestion disponibles en version électronique, notamment le *Harvard ManageMentor*;

d) Il aidera son personnel à se perfectionner dans le cadre du nouveau programme de congés sabbatiques, qui permet aux fonctionnaires de s'absenter pour écrire des articles ou suivre des cours universitaires;

e) Il étudiera les possibilités de mise en service d'un système de gestion des apprentissages regroupant tous les éléments du programme de formation et d'organisation des carrières.

51. *Évaluation et perfectionnement des fonctionnaires.* En 2003, le FNUAP a adopté un système d'évaluation et de perfectionnement des fonctionnaires, instrument clef pour permettre à l'organisation de s'acquitter de sa mission et d'atteindre ses objectifs à long terme. Dans le cadre de ce système, le personnel d'encadrement et les autres fonctionnaires sont tenus responsables des résultats et de la satisfaction des normes de performance définies dans le schéma des compétences. La réalisation des objectifs de perfectionnement est mesurée, ce qui montre que l'accent mis est sur l'acquisition des compétences et l'apprentissage. Le Service des systèmes intégrés de gestion de la Division des services de gestion recevra l'appui de consultants pour pouvoir continuer à développer le système.

52. *Stratégie de gestion des ressources humaines.* À la fin 2002, le FNUAP a recruté un consultant en gestion qu'il a chargé de donner au Directeur exécutif des conseils sur les capacités et la gestion de ce qui était alors le Bureau de la gestion des ressources humaines et de recommander une structure propre à assurer une bonne mise en œuvre de la stratégie de gestion des ressources humaines. Pour que cette stratégie soit étroitement liée aux ambitions et aux objectifs de l'organisation, et que ceux-ci soient traduits en des stratégies et politiques de gestion des ressources humaines appropriées, des ressources supplémentaires seront allouées à la Division des ressources humaines au titre des consultants.

3. Stratégie informatique et système de planification des ressources (Atlas)

53. *Stratégie informatique.* Le FNUAP a remplacé par le système Atlas ceux qu'il utilisait auparavant, le Système de gestion des ressources du programme et le Système intégré de gestion sur le terrain. Ces systèmes ne sont donc plus en service. Toutefois, le FNUAP et ses partenaires continuent d'utiliser le Système intégré de gestion (SIG) pour la gestion des voyages et des traitements des fonctionnaires internationaux. Le FNUAP continue aussi à développer et à utiliser des applications sur le Web, notamment le système d'évaluation et de perfectionnement des fonctionnaires, i-Track (système de suivi des incidences du PFP), DocuShare (où sont stockés les documents et publications électroniques du FNUAP), le système de partage des connaissances et l'intranet. Le coût du développement et de l'entretien de ces systèmes explique que le montant alloué au Service des systèmes intégrés de gestion au titre des consultants ait été porté à 1 million de dollars.

54. En partenariat avec le PNUD, le FNUAP a examiné des questions relatives aux télécommunications, à la connectivité, à l'utilisation des vidéoconférences et des webconférences et à la formation. Les investissements dans l'établissement de connexions doivent rester élevés car dans beaucoup de pays, surtout en Afrique subsaharienne, l'infrastructure et les connaissances techniques font défaut. Le FNUAP a fait des progrès considérables dans l'utilisation des vidéoconférences. Étant donné l'usage accru des moyens de télécommunication, les coûts ont augmenté. Le tableau 5 indique la répartition estimative des ressources proposées pour 2006-2007 au titre de l'informatique.

55. *Système de planification des ressources (Atlas)*. Comme il est indiqué dans le document DP/FPA/2003/11, le FNUAP et les organismes avec lesquels il travaille en partenariat sont convenus de mettre le système de planification des ressources (Atlas) en service par étape. Le 1^{er} janvier 2004, le FNUAP a lancé la première étape (17 modules) au siège et sur le terrain. Les organismes partenaires qui utilisent également Atlas ont sélectionné d'autres fonctionnalités qui devraient pouvoir être utilisées à partir de 2007 : celles qui concernent la gestion des ressources humaines et les traitements des fonctionnaires internationaux, le recrutement, la planification et les contrôles budgétaires, l'appui aux projets et la gestion des programmes, les frais de voyages, la gestion des achats, la gestion de la qualité des données et la gestion de l'information (dont le stockage centralisé et l'établissement des rapports).

56. Le FNUAP pensait que les dépenses initiales relatives au développement du système de planification des ressources s'élèveraient à 10 millions de dollars, mais ce chiffre a été révisé et porté à 13,8 millions de dollars. Le Fonds est à présent sur le point de mettre des fonctions supplémentaires en exploitation et estime que les frais de développement et de mise en exploitation à 8,9 millions de dollars pour l'exercice biennal 2006-2007, ce qui portera le total à 22,7 millions de dollars.

57. Maintenant que les modules du système sont en exploitation, le FNUAP doit se doter de moyens supplémentaires pour en assurer le bon fonctionnement; il faudra pour cela qui recrute davantage d'informaticiens, ce qui explique que le montant prévu au titre des dépenses de personnel dans le domaine de l'informatique soit passé à 4,1 millions de dollars.

Tableau 5
Répartition estimative des ressources prévues au titre de l'informatique pour 2006-2007^a

(En millions de dollars des États-Unis)

Montant prévu dans le budget d'appui biennal	Dépenses de personnel ^b	Consultants	Matériel de communication, matériel audiovisuel et matériel informatique	Location et entretien du matériel informatique	Total
2004-2005	3,3	0,5	5,7	0,7	10,2
2006-2007	4,1	1,0	6,2	1,2	12,6
Variation (en pourcentage)	26	112	8	65	23

^a Siège et bureaux de pays.

^b Comprend les dépenses afférentes à la formation au traitement de textes.

B. Généralités

4. Locaux

58. Pendant l'exercice biennal 2006-2007, le FNUAP entend regrouper son personnel en poste à New York dans les mêmes locaux en renonçant à l'étage qu'il occupe dans l'immeuble sis au 820 2^e Avenue d'ici à la fin de 2006 et en occupant un étage supplémentaire dans l'immeuble Daily News dès le début du nouvel exercice biennal. Le FNUAP conservera ses locaux dans l'immeuble de la 2^e Avenue le temps que l'étage de l'immeuble Daily News soit rénové. Cela entraînera une hausse concernant les locaux et les travaux de rénovation au siège de l'ordre de 800 000 dollars en volume et de 500 000 dollars pour les coûts.

59. Les frais de location représentent une charge toujours croissante pour l'organisation. Au siège, l'augmentation sera compensée par le recouvrement de la part des dépenses correspondant aux membres du personnel affectés aux projets, ce qui devrait se traduire par une réduction du budget d'appui biennal de 5,7 millions de dollars. Dans les bureaux de pays, on prévoit une augmentation de 1,1 million de dollars au titre de la location et des travaux de rénovation. Ce montant s'explique par la nécessité de disposer de locaux mieux protégés et de locaux supplémentaires pour accueillir les administrateurs nouvellement recrutés sur le plan local et sur le plan international.

5. Remboursement à d'autres organismes des Nations Unies et contributions à des activités communes

60. Le tableau 2 montre que le remboursement à d'autres organismes des Nations Unies et les contributions à des activités communes constituent une part importante de l'augmentation des dépenses, notamment au siège. Le siège a passé des accords de prestation de services avec le PNUD et a approuvé une série d'indicateurs de résultats. Les accords devraient permettre de disposer de services de qualité à moindre coût. Des ajustements sont prévus aussi bien en volume (500 000 dollars) que pour les coûts (3,6 millions de dollars). On trouvera des précisions dans le tableau ci-après :

Remboursement et contributions à des organismes au Siège

(En millions de dollars des États-Unis)

	2004-2005		2006-2007	
	Budget d'appui biennal	Ajustements en volume	Ajustements des coûts	Budget d'appui biennal
Remboursements				
ONU ¹	2,6		0,4	3,0
PNUD ²	5,3		2,1	7,4
UNOPS	0,1		0,3	0,4
Projet d'archivage électronique		0,5		0,5
Appui à la FICSA		0,2		0,2
Autres	0,0	(0,1)	0,2	0,1

	2004-2005		2006-2007	
	Budget d'appui biennal	Ajustements en volume	Ajustements des coûts	Budget d'appui biennal
Contributions				
Organes des Nations Unies financés en commun	0,9	(0,0)	0,6	1,4
Total (contributions + remboursements)³	8,9	0,5	3,6	13,0

¹ Comprend les services de l'ONU et du Bureau des services de contrôle interne et les services d'audit externe.

² Comprend une augmentation de 2,5 millions de dollars au titre des dépenses de production du système de planification des ressources (Atlas) et une diminution de 400 000 dollars au titre des autres services.

³ Les chiffres sont arrondis à la décimale près.

61. Les bureaux de pays prévoient que les remboursements à d'autres organismes des Nations Unies et les contributions aux activités communes entraîneront une augmentation des dépenses de l'ordre de 400 000 dollars par rapport au budget d'appui biennal de l'exercice 2004-2005. En 2003, le FNUAP a signé un mémorandum d'accord avec le PNUD et l'a modifié en 2004 dans la perspective de la mise en service d'Atlas. On escompte que le PNUD réalisera des gains d'efficacité et que le personnel du FNUAP pourra se charger lui-même de certaines opérations fonctionnelles, ce qui permettrait de réduire les coûts.

6. Sécurité

62. Le projet de budget d'appui biennal prévoit également des ressources pour financer l'augmentation des coûts relatifs aux assurances et à la sécurité. À la section XI de sa résolution 59/276 adoptée le 23 décembre 2004, l'Assemblée générale a pris plusieurs décisions relatives au renforcement et à l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies. Les principaux aspects de la réforme portent sur la constitution du Département de la sûreté et de la sécurité et la création des postes proposés par le Secrétaire général dans les bureaux extérieurs.

63. À la réforme du Secrétaire général s'ajoute l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle et des normes minimales de sécurité opérationnelle au domicile, lesquelles ont des incidences financières sur les lieux d'affectation où l'une des phases du plan de sécurité est en vigueur et les dispositifs de sécurité doivent être mis à niveau.

64. En ce qui concerne les assurances, outre l'augmentation normale de la prime d'assurance pour actes de malveillance, il faut tenir compte des éléments suivants : a) les assureurs ont fait savoir que la garantie était limitée à 50 millions de dollars pour un événement; les organisations doivent donc être prêtes à prendre le relais; b) la couverture géographique est limitée. On trouvera ci-après une présentation des incidences financières des mesures de sécurité.

Comparaison du budget consacré à la sécurité : budget d'appui biennal de 2004-2005 et budget d'appui biennal pour 2006-2007

	2004-2005	2006-2007	Augmentation/ diminution	Augmentation/ diminution
	(millions de dollars É.-U.)		(pourcentage)	
Objets de dépense autres que les postes				
Département de la sûreté et de la sécurité (UNSECOORD)	1,5	3,2*	-1,0	-66
Police d'assurance pour actes de malveillance		0,5		
Normes minimales de sécurité opérationnelle et normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile (bureaux de pays)	1,6	4,0	2,4	150
Système normalisé de contrôle de l'accès aux locaux (siège)	0,0	1,5*	n.d.	n.d.
Total partiel (objets de dépense autres que les postes)**	3,1	4,0	0,9	29
Postes				
Postes	0,3	1,3	1,0	333
Total partiel (postes)	0,3	1,3	1,0	333
Total	3,4	5,3	1,9	33
Réserve au titre des mesures de sécurité***	6,8			

* Charges apparaissant à la ligne D de la partie « Utilisation des ressources » dans le tableau 1.

** En 2006-2007, le montant de 4 millions de dollars comprend un montant de 550 000 dollars crédité au budget d'appui biennal au titre du recouvrement des coûts relatifs aux projets.

*** En septembre 2004, le Conseil d'administration a approuvé dans sa décision 2004/27 une réserve d'un montant total de 6,8 millions de dollars afin de financer les mesures de sécurité dont l'organisation pourrait avoir besoin.

C. Appui aux programmes

65. L'appui aux programmes est le volet le plus important du budget d'appui biennal du FNUAP. Il est constitué de deux lignes de crédits – l'appui aux programmes au siège et l'appui aux programmes dans les bureaux de pays – qui représentent ensemble 68,5 % du montant total brut du projet de budget.

66. Le tableau V montre la répartition estimée des fonds par région entre les programmes et l'appui aux programmes pour 2006-2007. L'Afrique est la première bénéficiaire des ressources ordinaires avec 33,9 % du total, soit 252,9 millions de dollars. Viennent ensuite l'Asie et le Pacifique, avec 24,9 %, soit 185,4 millions de dollars, les pays arabes et l'Europe, avec 12,0 %, soit 89,8 millions de dollars, et l'Amérique latine et les Caraïbes, avec 9,2 %, soit 68,3 millions de dollars. Le

tableau V montre également la même ventilation pour les ressources totales, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes où l'on attend une augmentation notable des autres ressources.

1. Bureaux de pays

67. Les crédits demandés pour les bureaux de pays, soit un montant brut de 106,4 millions de dollars marquent une augmentation de 19,8 millions de dollars (22,9 %) par rapport au budget des dépenses d'appui pour 2004-2005. Le tableau I montre qu'il s'agit d'une progression en volume (33,6 % de l'augmentation) et d'une progression des coûts (66,4 %). Le tableau I présente la répartition par régions qui toutes font apparaître un ajustement positif tant en volume que pour les coûts. L'augmentation des coûts s'explique par la dépréciation du dollar des États-Unis. L'augmentation en volume tient à l'ajout de 33 postes en Afrique.

68. Au tableau II, les prévisions révisées sont ventilées par objet de dépense et par ligne de crédit. Le principal élément du projet de budget pour 2006-2007 concerne le personnel des bureaux de pays. Les crédits demandés au titre des postes, soit 81,1 millions de dollars, représentent 76,2 % du total des crédits demandés pour les bureaux de pays. L'importance de l'ajustement en volume (6,9 millions de dollars) s'explique principalement par les nouveaux postes mais aussi par l'augmentation des ressources prévues au titre des activités de perfectionnement et de formation. L'augmentation des coûts relatifs au personnel des bureaux extérieurs est estimée à 9,5 millions de dollars.

69. Les prévisions relatives aux voyages des fonctionnaires des bureaux de pays, soit 700 000 dollars, représentent une augmentation de 43,2 % par rapport au budget d'appui biennal pour 2004-2005. Cela s'explique par une augmentation des coûts et une progression en volume, celle-ci étant due à l'ajout de postes régionaux pour les audits (trois postes d'administrateur recruté sur le plan international) et la sécurité (trois postes d'administrateur recruté sur le plan international).

70. L'augmentation de 800 000 dollars au titre du mobilier et du matériel s'explique principalement par l'arrivée de nouveaux membres du personnel. Le tableau II montre que les bureaux de pays envisagent une réduction des ressources nécessaires pour le personnel temporaire et les heures supplémentaires en raison de l'ajout de postes permanents.

2. Siège

71. Les dépenses du siège relatives aux services d'appui aux programmes concernent les quatre divisions géographiques, la Division de l'appui technique, le Bureau de la planification stratégique et le Groupe de l'intervention humanitaire.

72. Le tableau I montre que 62,4 % de l'augmentation des crédits demandés au titre de l'appui aux programmes au siège pour l'exercice 2006-2007, soit 7,5 millions de dollars de plus que pour l'exercice 2004-2005, s'expliquent par la progression des coûts. Il fait également apparaître que l'augmentation en volume au Bureau de la planification stratégique (1,9 million de dollars) est imputable à l'ajout de quatre postes d'administrateur, à savoir deux postes provenant de la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources et deux nouveaux postes.

73. Le tableau II montre comment se répartissent les charges du siège, telles que les remboursements et les coûts des dispositifs de sécurité, et les coûts liés à un recours accru aux services de consultants (progression en volume de 200 000 dollars). Les montants consacrés aux heures supplémentaires devraient diminuer légèrement. L'augmentation des superficies louées et la rénovation des locaux expliquent en grande partie la hausse en volume de 800 000 dollars au titre des dépenses de fonctionnement. À la même rubrique, le recouvrement de la part des dépenses de location entraîne une réduction des dépenses de 1,1 million de dollars.

D. Gestion et administration

74. La Division des ressources humaines, la Division des services de gestion, la Division des services de contrôle interne, la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources et le Bureau du Directeur exécutif interviennent dans la gestion et l'administration de l'organisation.

75. Le tableau I fait apparaître une augmentation en volume de 6,7 millions de dollars pour l'exercice 2006-2007, soit 55,4 % du montant total de l'augmentation des crédits demandés par rapport à 2004-2005 (12,1 millions de dollars). L'importance de la différence en volume que l'on constate par rapport aux dépenses d'appui aux programmes (siège) tient principalement aux postes puisque 9 des 11 postes qu'il est prévu d'ajouter pendant l'exercice biennal 2006-2007 le seront dans des divisions qui s'occupent de la gestion et de l'administration. L'augmentation est en partie compensée par le déploiement de deux postes de la Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources au Bureau de la planification stratégique, dont le budget relève de l'appui aux programmes (siège). Le tableau I montre également une diminution des coûts à la Division des ressources humaines comme suite au recouvrement des dépenses engagées au titre des activités de perfectionnement et de formation du personnel affecté aux projets.

76. Le tableau II montre la répartition de l'augmentation des dépenses communes telles que les remboursements et met en évidence le recours accru à des services de consultants à la Division des ressources humaines, à la Division des services de gestion et à la Division des services de contrôle interne (augmentation en volume : 800 000 dollars). Comme cela est le cas avec l'appui aux programmes (siège), le FNUAP envisage une réduction des ressources prévues pour le personnel temporaire et les heures supplémentaires. L'augmentation des superficies louées et la rénovation des locaux expliquent la hausse des dépenses de fonctionnement. L'ajustement négatif des coûts prévu à la même rubrique tient à la politique du siège consistant à recouvrer la part des dépenses correspondant aux membres du personnel affectés aux projets. Les ajustements au titre des locaux sont plus élevés que ceux prévus dans le cadre de l'appui aux programmes (siège) parce que les dépenses communes sont réparties en fonction du nombre de postes. Les titulaires de 9 des 11 nouveaux postes qu'il est proposé d'ajouter en 2006-2007 au siège s'acquitteront de tâches d'administration et de gestion.

III. Projet de décision relatif aux ouvertures de crédits

77. Compte tenu de ce qui précède, la Directrice exécutive du FNUAP recommande au Conseil d'administration d'adopter la décision ci-après :

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné le projet de budget d'appui biennal du Fonds des Nations Unies pour la population pour l'exercice 2006-2007, publié sous la cote DP/FPA/2005/13,

a) *Approuve des crédits d'un montant brut de 209,0 millions de dollars aux fins indiquées ci-après et décide que les recettes prévues d'un montant de 12,6 millions de dollars viendront en déduction du montant net des crédits à ouvrir, qui s'élèvent ainsi à 196,4 millions de dollars, ventilés comme suit :*

Budget d'appui biennal pour l'exercice 2006-2007

(En milliers de dollars des États-Unis)

Appui aux programmes	
Bureaux de pays	106 408,7
Siège	36 684,1
Total partiel	143 092,8
Gestion et administration	
	65 939,8
Montant brut total des crédits ouverts	209 032,6
À déduire : Montants estimatifs des recettes	(12 600,0)
Montant estimatif net des crédits à ouvrir	196 432,6

b) *Autorise la Directrice exécutive à transférer des ressources d'une ligne de crédit à une autre jusqu'à concurrence de 5 % du montant correspondant à la ligne de crédit sur laquelle le virement est effectué;*

c) *Autorise l'inscription de dépenses extrabudgétaires d'un montant de 8,9 millions de dollars au titre de la mise en œuvre du projet consacré au système de planification des ressources (Atlas);*

d) *Autorise l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'un montant de 4,7 millions de dollars afin de reconstituer la réserve au titre des mesures de sécurité.*

Tableau I
Prévisions budgétaires pour 2006-2007, par unité administrative et dans les limites de la ligne de crédit

(En milliers de dollars des États-Unis)

Ligne de crédit/unité administrative	Prévisions pour 2004-2005	Variation			Prévisions pour 2006-2007	Augmentation/diminution	
		Volume		Coût		Montant	Pourcentage
		Montant	Pourcentage				
A. Appui aux programmes							
1. Bureaux de pays							
Afrique	37 944,9	4 441,2	11,7	6 662,4	49 048,6	11 103,7	29,3
États arabes et Europe	15 523,1	591,2	3,8	1 932,2	18 046,5	2 523,4	16,3
Asie et Pacifique	18 366,8	1 112,0	6,1	2 101,0	21 579,8	3 213,0	17,5
Amérique latine et Caraïbes	14 742,4	522,2	3,5	2 469,2	17 733,8	2 991,4	20,3
Total partiel	86 577,1	6 666,6	7,7	13 164,9	106 408,7	19 831,5	22,9
2. Siège							
Division de l'Afrique	4 513,4	11,5	2,6	635,0	5 263,9	750,4	16,6
Division des États arabes et de l'Europe	3 460,9	84,0	2,4	482,2	4 027,0	566,2	16,4
Division de l'Asie et du Pacifique	3 460,8	84,0	2,4	482,2	4 027,0	566,2	16,4
Division de l'Amérique latine et des Caraïbes	3 454,3	95,1	2,8	481,8	4 031,2	576,9	16,7
Division de l'appui technique	10 962,7	455,4	4,2	1 629,2	13 047,3	2 084,6	19,0
Bureau de la planification stratégique	2 241,3	1 897,7	84,7	814,7	4 953,8	2 712,4	121,0
Groupe de l'intervention humanitaire	1 087,6	91,3	8,4	155,1	1 333,9	246,4	22,7
Total partiel	29 181,0	2 822,8	9,7	4 680,3	36 684,1	7 503,1	25,7
Total partiel, appui aux programmes	115 757,9	9 489,5	8,2	17 845,2	143 092,6	27 334,6	23,6
B. Gestion et administration							
Bureau du Directeur exécutif	5 646,1	936,7	16,6	1 204,5	7 787,3	2 141,2	37,9
Division des services de contrôle interne	6 885,9	679,1	9,9	756,6	8 321,5	1 435,6	20,8
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources	13 031,3	1 127,5	8,7	1 802,1	15 960,9	2 929,6	22,5
Division des services de gestion	19 479,8	2 507,4	12,9	2 437,1	24 424,3	4 944,5	25,4
Division des ressources humaines ^a	8 759,4	1 485,1	17,0	(798,7)	9 445,8	686,4	7,8
Total partiel²	53 802,6	6 735,7	12,5	5 401,5	65 939,9	12 137,2	22,6
Montant brut total du budget	169 560,6	16 225,2	9,6	23 246,7	209 032,6	39 471,9	23,3
Prévisions des recettes ^b	(14 600,0)	2 000,0			(12 600,0)	2 000,0	(13,7)
Montant net total des prévisions budgétaires	154 960,6	18 225,2	11,8	23 246,7	196 432,5	41 471,9	26,8

^a L'ajustement tient principalement au recouvrement de la part des dépenses correspondant aux membres du personnel affectés aux projets.

^b Comprend les recettes provenant de l'appui à d'autres ressources (c'est-à-dire les ressources multilatérales) ayant trait aux programmes, les recettes provenant des services d'appui et d'achat fournis à des projets exécutés par les gouvernements, le solde estimé des montants consacrés aux services d'achats pour des tiers, déduction faite des coûts directs, selon qu'il convient, le montant de l'impôt sur le revenu remboursé aux membres du personnel qui sont des nationaux de certains pays.

Tableau II
Prévisions budgétaires pour 2006-2007, par catégorie de dépenses et dans les limites de la ligne de crédit

(En milliers de dollars des États-Unis)

Ligne de crédit/catégorie de dépenses ^a	Prévisions pour 2004-2005	Variation			Prévisions pour 2006-2007	Augmentation/diminution		
		Volume		Coût		Montant	Pourcentage	
		Montant	Pourcentage					
A. Appui aux programmes								
1. Bureaux de pays								
Postes ^b	64 754,1	6 867,7	10,6	9 526,2	81 148,0	16 393,9	25,3	
Autres dépenses de personnel	573,2	(215,0)	(37,5)	24,9	383,1	(190,1)	(33,2)	
Consultants	–	148,2	0,0	–	148,2	148,2	n.d.	
Frais de voyage	1 631,9	433,8	26,6	271,1	2 336,8	704,9	43,2	
Frais de fonctionnement	14 524,3	(1 030,8)	(7,1)	2 787,1	16 280,5	1 756,2	12,1	
Mobilier et matériel	2 348,2	513,3	21,9	266,8	3 128,3	780,1	33,2	
Assurance et sécurité	2 745,4	(50,6)	(1,8)	288,9	2 983,7	238,3	8,7	
Total partiel	86 577,1	6 666,6	7,7	13 164,9	106 408,7	19 831,5	22,9	
2. Siège								
Postes ^b	21 246,1	1 732,9	8,2	3 966,1	26 945,1	5 699,0	26,8	
Autres dépenses de personnel	60,0	(53,0)	(88,3)	3,7	10,7	(49,3)	(82,2)	
Consultants	97,0	187,3	193,1	5,9	290,2	193,2	199,2	
Frais de voyage	263,0	7,0	2,7	16,0	286,0	23,0	8,7	
Frais de fonctionnement	4 086,0	759,5	18,6	(1 111,2)	3 734,3	(351,6)	(8,6)	
Mobilier et matériel	213,4	71,1	33,3	13,0	297,5	84,1	39,4	
Remboursements	3 202,5	118,0	3,7	1 437,4	4 757,9	1 555,4	48,6	
Assurance et sécurité	12,9	–	0,0	349,5	632,4	349,5	n.d.	
Total partiel	29 181,0	2 822,8	9,7	4 680,3	36 684,1	7 503,1	25,7	
B. Gestion et administration								
Postes ^b	35 752,7	3 220,6	9,0	4 763,6	43 736,9	7 984,2	22,3	
Autres dépenses de personnel	440,0	(377,7)	(85,8)	26,8	89,1	(350,9)	(79,7)	
Consultants	1 234,0	813,2	65,9	75,2	2 122,3	888,3	72,0	
Frais de voyage	1 374,0	147,3	10,7	83,7	1 605,0	231,0	16,8	
Frais de fonctionnement	8 540,0	2 442,9	28,6	(1 991,2)	8 991,7	451,8	5,3	
Mobilier et matériel	377,4	113,8	30,1	23,0	514,2	136,8	36,2	
Remboursements	5 710,0	375,6	6,6	2 159,7	8 245,3	2 535,3	44,4	
Assurance et sécurité	374,5	–	0,0	260,7	635,2	260,7	69,6	
Total partiel	53 802,6	6 735,7	12,5	5 401,5	65 939,8	12 137,2	22,6	
Total								
Postes ^b	121 752,9	11 821,2	9,7	18 255,8	151 830,0	30 077,1	24,7	

Ligne de crédit/catégorie de dépenses ^a	Variation						
	Prévisions pour 2004-2005	Volume		Coût	Prévisions pour 2006-2007	Augmentation/diminution	
		Montant	Pourcentage			Montant	Pourcentage
Autres dépenses de personnel	1 073,2	(645,6)	(60,2)	55,3	482,9	(590,3)	(55,0)
Consultants	1 331,0	1 148,6	86,3	81,1	2 560,7	1 229,7	92,4
Frais de voyage	3 268,9	588,1	18,0	370,8	4 227,8	958,9	29,3
Frais de fonctionnement	27 150,2	2 171,6	8,0	(315,3)	29 006,6	1 856,4	6,8
Mobilier et matériel	2 939,1	698,2	23,8	302,7	3 940,0	1 000,9	34,1
Remboursements	8 912,5	493,6	5,5	3 597,1	13 003,2	4 090,7	45,9
Assurance et sécurité	3 132,8	(50,6)	(1,6)	899,1	3 981,3	848,5	27,1
Montant brut total des prévisions budgétaires	169 560,6	16 225,2	9,6	23 246,7	209 032,6	39 472,0	23,3
Prévisions des recettes	(14 600,0)	2 000,0	(13,7)		(12 600,0)	2 000,0	(13,7)
Montant net total des prévisions budgétaires	154 960,6	18 225,2	11,8	23 246,7	196 432,5	41 471,9	26,8

^a Les crédits ouverts pour l'exercice 2004-2005 ont été reclassés en fonction du système de classement d'Atlas.

^b Comprend les dépenses associées aux postes (locaux et internationaux), la formation et la formation informatique.

Tableau III
Postes imputés sur les ressources ordinaires : modifications proposées pour 2006-2007

Unité administrative	2004-2005	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international								Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	Total général	2006-2007
		SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total				
Nombre de postes approuvés pour 2004-2005		3	9	37	94	63	7	1	214	225	533	972	
<i>I. Variation du nombre de postes</i>													
<i>A. Appui aux programmes</i>													
1. Bureaux de pays (total net)	748	–	–	–	3	7	–	–	10	38	–	48	796
<i>2. Siège</i>													
Division de l'Afrique	13								–			–	13
Division des États arabes et de l'Europe	10								–			–	10
Division de l'Asie et du Pacifique	10								–			–	10
Division de l'Amérique latine et des Caraïbes	10								–			–	10
Groupe de l'intervention humanitaire	3								–			–	3
Bureau de la planification stratégique	6			1	2			1	4			4	10
Division de l'appui technique	30								–			–	30
Total (net) – A.2	82	–	–	1	2	–	1	–	4	–	–	4	86
Total (net) – A	830	–	–	1	5	7	1	–	14	38	–	52	882
<i>B. Gestion et administration</i>													
Bureau de la Directrice exécutive	13							1	2		1	3	16
Division des services de contrôle interne	16				1				1			1	17
Division des services de gestion	61						1	2	3			3	64
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources	32			(1)	(1)	2			–			–	32

Unité administrative	2004-2005	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international								Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	Total général	2006-2007
		SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total				
Division des ressources humaines	20									-		-	20
Total (net) – B	142	-	-	(1)	-	4	2	1	6	-	1	7	149
Total : variations (nettes)	972	-	-	-	5	11	3	1	20	38	1	59	1 031
<i>II. Reclassements de postes</i>													
<i>A. Appui aux programmes</i>													
Siège				3	(3)					-			-
Bureaux de pays										-			-
Total (net) – A		-	-	3	(3)	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>B. Gestion et administration</i>													
Bureau de la Directrice exécutive				1	-	(1)				-			-
Division des services de contrôle interne										-			-
Division des services de gestion					2	-	(2)			-			-
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources					3	(3)				-			-
Division des ressources humaines										-			-
Total (net) – B		-	-	1	5	(4)	(2)	-	-	-	-	-	-
Total : reclassement de postes (net)		-	-	4	2	(4)	(2)	-	-	-	-	-	-
Total : variations (nettes)		-	-	4	7	7	1	1	20	38	1	59	
Nombre de postes proposés pour 2006-2007		3	9	41	101	70	8	2	234	263	534	1 031	

Tableau IV
Prévision de répartition des postes pour 2006-2007, par source de financement et par unité administrative

Source de financement/unité administrative	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international							Total	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories appartées	Total général
	SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1				
A. Appui aux programmes											
1. Bureaux de pays											
2004-2005 – Ressources ordinaires			18	59	22	–	–	99	225	424	748
Total A.1	–	–	18	59	22	–	–	99	225	424	748
2006-2007 – Ressources ordinaires			18	62	29	–	–	109	263	424	796
Total A.1	–	–	18	62	29	–	–	109	263	424	796
2. Siège											
Division de l'Afrique											
2004-2005 – Ressources ordinaires		1	1	2	3	–	–	7		6	13
Total	–	1	1	2	3	–	–	7	–	6	13
2006-2007 – Ressources ordinaires		1	1	2	3	–	–	7		6	13
Total	–	1	1	2	3	–	–	7	–	6	13
Division des États arabes et de l'Europe											
2004-2005 – Ressources ordinaires		1	1	1	2	–	–	5		5	10
Total	–	1	1	1	2	–	–	5	–	5	10
2006-2007 – Ressources ordinaires		1	1	1	2	–	–	5		5	10
Total	–	1	1	1	2	–	–	5	–	5	10
Division de l'Asie et du Pacifique											
2004-2005 – Ressources ordinaires		1	1	1	2	–	–	5		5	10
Total	–	1	1	1	2	–	–	5	–	5	10
2006-2007 – Ressources ordinaires		1	1	1	2	–	–	5		5	10
Total	–	1	1	1	2	–	–	5	–	5	10

Source de financement/unité administrative	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international							Total	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	Total général
	SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1				
Division de l'Amérique latine et des Caraïbes											
2004-2005 – Ressources ordinaires		1	1	1	2	–	–	5		5	10
Total	–	1	1	1	2	–	–	5	–	5	10
2006-2007 – Ressources ordinaires		1	1	1	2	–	–	5		5	10
Total	–	1	1	1	2	–	–	5	–	5	10
Division de l'appui technique											
2004-2005 – Ressources ordinaires		1	4	10	2	1	–	18		12	30
Total	–	1	4	10	2	1	–	18	–	12	30
2006-2007 – Ressources ordinaires		1	7	7	2	1	–	18		12	30
Total	–	1	7	7	2	1	–	18	–	12	30
Groupe de l'intervention humanitaire											
2004-2005 – Ressources ordinaires		–	–	1	1	–	–	2		1	3
Total	–	–	–	1	1	–	–	2	–	1	3
2006-2007 – Ressources ordinaires		–	1	–	1	–	–	2		1	3
Total	–	–	1	–	1	–	–	2	–	1	3
Bureau de la planification stratégique											
2004-2005 – Ressources ordinaires		–	1	1	2	–	–	4		2	6
Total	–	–	1	1	2	–	–	4	–	2	6
2006-2007 – Ressources ordinaires		–	1	4	2	1	–	8		2	10
Total	–	–	1	4	2	1	–	8	–	2	10
Total A.2, appui aux programmes (siège)											
2004-2005 – Ressources ordinaires		–	5	9	17	14	1	46		36	82
Total A.2	–	5	9	17	14	1	–	46	–	36	82

Source de financement/unité administrative	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international							Total	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	Total général
	SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1				
2006-2007 – Ressources ordinaires	–	5	13	16	14	2	–	50	–	36	86
Total A.2	–	5	13	16	14	2	–	50	–	36	86
Total A, appui aux programmes											
2004-2005 – Ressources ordinaires	–	5	27	76	36	1	–	145	225	460	830
Total A	–	5	27	76	36	1	–	145	225	460	830
2006-2007 – Ressources ordinaires	–	5	31	78	43	2	–	159	263	460	882
Total A	–	5	31	78	43	2	–	159	263	460	882
B. Gestion et administration											
Bureau du Directeur exécutif											
2004-2005 – Ressources ordinaires	3	–	–	2	2	–	–	7	–	6	13
Total	3	–	–	2	2	–	–	7	–	6	13
2006-2007 – Ressources ordinaires	3	–	1	2	2	–	1	9	–	7	16
Total	3	–	1	2	2	–	1	9	–	7	16
Division des services de contrôle interne											
2004-2005 – Ressources ordinaires	–	1	1	4	5	–	–	11	–	5	16
Total	–	1	1	4	5	–	–	11	–	5	16
2006-2007 – Ressources ordinaires	–	1	1	5	5	–	–	12	–	5	17
Total	–	1	1	5	5	–	–	12	–	5	17
Division des services de gestion											
2004-2005 – Ressources ordinaires	–	1	3	4	7	6	1	22	–	39	61
Autres ressources provenant des remboursements	–	–	–	–	1	3	–	4	–	4	8
Total	–	1	3	4	8	9	1	26	–	43	69
2006-2007 – Ressources ordinaires	–	1	3	6	8	6	1	25	–	39	64
Autres ressources provenant des remboursements	–	–	–	–	1	3	–	4	–	4	8

Source de financement/unité administrative	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international								Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	Total général
	SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total			
Total	–	1	3	6	9	9	1	29	–	43	72
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources											
2004-2005 – Ressources ordinaires		1	5	5	8	–	–	19		13	32
Total	–	1	5	5	8	–	–	19	–	13	32
2006-2007 – Ressources ordinaires		1	4	7	7	–	–	19		13	32
Total	–	1	4	7	7	–	–	19	–	13	32
Division des ressources humaines											
2004-2005 – Ressources ordinaires		1	1	3	5	–	–	10		10	20
Total	–	1	1	3	5	–	–	10	–	10	20
2006-2007 – Ressources ordinaires		1	1	3	5	–	–	10		10	20
Total	–	1	1	3	5	–	–	10	–	10	20
Total B, gestion et administration											
2004-2005 – Ressources ordinaires	3	4	10	18	27	6	1	69	–	73	142
Autres ressources provenant des remboursements	–	–	–	–	1	3	–	4	–	4	8
Total B	3	4	10	18	28	9	1	73	–	77	150
2006-2007 – Ressources ordinaires	3	4	10	23	27	6	2	75	–	74	149
Autres ressources provenant des remboursements	–	–	–	–	1	3	–	4	–	4	8
Total B	3	4	10	23	28	9	2	79	–	78	157
Total général											
2004-2005 – Ressources ordinaires	3	9	37	94	63	7	1	214	225	533	972
Autres ressources provenant des remboursements	–	–	–	–	1	3	–	4	–	4	8
Total général	3	9	37	94	64	10	1	218	225	537	980
2006-2007 – Ressources ordinaires	3	9	41	101	70	8	2	234	263	534	1 031
Autres ressources provenant des remboursements	–	–	–	–	1	3	–	4	–	4	8
Total général	3	9	41	101	71	11	2	238	263	538	1039

Tableau V

Utilisation des ressources : répartition estimative par région des dépenses de programme et d'appui aux programmes

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2004-2005						2006-2007					
	Ressources ordinaires		Autres ressources		Total des ressources		Ressources ordinaires		Autres ressources		Total des ressources	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Afrique												
A. Programmes	138 948,6		54 513,5		193 462,1		201 851,0		57 179,5		259 030,5	
B. Appui aux programmes												
Bureaux de pays	34 677,7				34 677,7		46 092,1				46 092,1	
Division de l'Afrique	4 124,8				4 124,8		4 946,6				4 946,6	
Total partiel, appui aux programmes	38 802,5				38 802,5		51 038,6				51 038,6	
Total, Afrique	177 751,1	30,4	54 513,5	32,7	232 264,6	30,9	252 889,6	33,9	57 179,5	30,1	310 069,1	33,1
États arabes et Europe												
A. Programmes	54 169,1		21 252,1		75 421,2		69 037,8		21 283,7		90 321,5	
B. Appui aux programmes												
Bureaux de pays	14 186,4				14 186,4		16 958,7				16 958,7	
Division des États arabes et de l'Europe	3 162,9				3 162,9		3 784,3				3 784,3	
Total partiel, appui aux programmes	17 349,3				17 349,3		20 743,0				20 743,0	
Total, États arabes et Europe	71 518,4	12,2	21 252,1	12,7	92 770,5	12,4	89 780,8	12,0	21 283,7	11,2	111 064,4	11,9
Asie et Pacifique												
A. Programmes	129 653,3		50 866,7		180 520,0		161 322,5		39 357,4		200 679,9	
B. Appui aux programmes												
Bureaux de pays	16 785,3				16 785,3		20 279,0				20 279,0	
Division de l'Asie et du Pacifique	3 162,8				3 162,8		3 784,3				3 784,3	
Total partiel, appui aux programmes	19 948,1				19 948,1		24 063,2				24 063,2	
Total, Asie et Pacifique	149 601,4	25,6	50 866,7	30,5	200 468,1	26,7	185 385,8	24,9	39 357,4	20,7	224 743,2	24,0

	2004-2005						2006-2007					
	Ressources ordinaires		Autres ressources		Total des ressources		Ressources ordinaires		Autres ressources		Total des ressources	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Amérique latine et Caraïbes												
A. Programmes	38 142,8		14 964,5		53 107,2		47 827,9		54 862,8		102 690,8	
B. Appui aux programmes												
Bureaux de pays	13 473,0				13 473,0		16 664,9				16 664,9	
Division de l'Amérique latine et des Caraïbes	3 156,9				3 156,9		3 788,2				3 788,2	
Total partiel, appui aux programmes	16 629,9				16 629,9		20 453,1				20 453,1	
Total, Amérique latine et Caraïbes	54 772,6	9,4	14 964,5	9,0	69 737,1	9,3	68 281,0	9,2	54 862,8	28,9	123 143,9	13,2
Programmes multinationaux^d												
A. Programmes	39 745,4		15 593,2		55 338,6		48 138,1		17 316,6		65 454,7	
B. Appui aux programmes												
Division de l'appui technique	10 018,8				10 018,8		12 260,8				12 260,8	
Bureau de la planification stratégique, Groupe de l'intervention humanitaire	3 042,2				3 042,2		5 908,7				5 908,7	
Total partiel, appui aux programmes	13 061,0				68 399,7		18 169,5				83 624,2	
Total, programmes multinationaux	52 806,4	9,0	15 593,2	9,3	68 399,7	9,1	66 307,6	8,9	17 316,6	9,1	83 624,2	8,9
Total, FNUAP												
A. Programmes	400 659,2		157 190,0		557 849,2		528 177,4		190 000,0		718 177,4	
B. Appui aux programmes												
Bureaux de pays	79 122,4		–		79 122,4		99 994,6		–		99 994,6	
Siège	26 668,4		–		26 668,4		34 472,9		–		34 472,9	
Total partiel, appui aux programmes du FNUAP	105 790,8		–		105 790,8		134 467,4		–		134 467,4	
Total partiel, programmes et appui aux programmes du FNUAP	510 200,0	87,4	157 190,0	94,2	667 390,0	88,9	662 644,8	88,9	190 000,0	100,0	852 644,8	91,1

	2004-2005						2006-2007					
	Ressources ordinaires		Autres ressources		Total des ressources		Ressources ordinaires		Autres ressources		Total des ressources	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Programme consultatif technique	24 490,0	4,2	9 750,0	5,8	34 240,0	4,6	7 600,0	1,0	–	–	7 600	0,8
Total, programmes et appui aux programmes	534 690,0	91,6	166 940,0	100,0	701 630,0	93,5	670 244,8	89,9	190 000	100,0	860 244,8	91,9
C. Gestion et administration	49 170,0	8,4	–	–	49 170,0	6,5	61 965,2	8,3	–	–	61 965,2	6,6
D. Dépenses non renouvelables												
Projet sur la planification des ressources	3 750,0				3 750,0		8 850,0				8 850,0	
Sécurité							4 700,0				4 700,0	
Total	3 750,0	0,6	–	–	3 750,0	0,5	13 550,0	1,8	–	–	13 550,0	1,4
Total général, FNUAP	583 860,0	100,0	166 940,0	100,0	750 800,0	100,0	745 760,0	100,0	190 000	100,0	935 760,0	100,0

^a La ventilation des ressources entre les programmes de pays et les programmes multinationaux pour 2006-2007 est fondée sur le plan provisoire de financement pluriannuel pour 2004-2007. Les programmes multinationaux sont ceux financés par des fonds interrégionaux. Les fonds régionaux sont pris en compte dans les régions correspondantes.

Tableau VI
**Utilisation des ressources : ventilation estimative des ressources allouées au titre du budget-programme
 et du budget d'appui aux programmes par pays et par région**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays	Ressources (2006-2007) ^a				Total Budget- programme et budget d'appui biennal	Postes (2006-2007)			Total Postes imputés sur le budget d'appui biennal
	Budget-programme					Postes imputés sur le budget d'appui biennal			
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources	Budget d'appui biennal (brut)		Administrateurs recrutés sur le plan international	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	
I. Afrique									
Afrique du Sud	4 273,0	228,5	4 501,5	1 542,2	6 043,7	1	5	5	11
Angola	5 847,3	253,5	6 100,8	1 664,9	7 765,7	1	5	5	11
Bénin	3 373,4	942,3	4 315,8	1 170,0	5 485,7	1	4	5	10
Botswana	1 012,0	1 270,0	2 282,1	896,9	3 179,0	1	1	4	6
Burkina Faso	6 746,9	2 077,1	8 824,0	1 089,2	9 913,3	1	4	5	10
Burundi	3 823,2	1 439,5	5 262,7	911,2	6 173,8	1	2	5	8
Cameroun	5 622,4	0,0	5 622,4	1 258,0	6 880,4	1	4	5	10
Cap-Vert	1 686,7	157,5	1 844,2	365,5	2 209,7	0	1	3	4
Comores	1 124,5	207,2	1 331,7	296,6	1 628,3	0	1	2	3
Côte d'Ivoire	5 847,3	995,0	6 842,3	1 254,7	8 097,0	1	3	5	9
Érythrée	2 361,4	1 996,3	4 357,8	654,1	5 011,8	1	3	5	9
Éthiopie	10 232,8	3 821,1	14 053,9	1 338,4	15 392,3	2	4	5	11
Gabon	899,6	0,0	899,6	628,4	1 528,0	0	2	2	4
Gambie	1 799,2	0,0	1 799,2	203,6	2 002,8	0	1	2	3
Ghana	6 746,9	4 534,1	11 281,0	1 238,4	12 519,3	2	3	5	10
Guinée	3 598,3	0,0	3 598,3	695,1	4 293,5	1	3	5	9
Guinée-Bissau	1 799,2	1 589,1	3 388,3	1 007,7	4 395,9	1	2	4	7
Guinée équatoriale	1 124,5	897,9	2 022,4	582,5	2 604,9	0	3	2	5
Kenya	6 971,8	0,0	6 971,8	1 530,6	8 502,3	2	4	5	11
Lesotho	1 349,4	139,4	1 488,8	648,6	2 137,4	1	1	2	4
Libéria	2 473,9	0,0	2 473,9	947,3	3 421,2	1	3	5	9
Madagascar	6 522,0	33,6	6 555,6	914,8	7 470,4	2	3	5	10
Malawi	5 622,4	4 757,8	10 380,2	1 173,5	11 553,7	1	4	5	10

Pays	Ressources (2006-2007) ^a				Total Budget- programme et budget d'appui biennal	Postes (2006-2007)			Total Postes imputés sur le budget d'appui biennal
	Budget-programme					Postes imputés sur le budget d'appui biennal			
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources	Budget d'appui biennal (brut)		Administrateurs recrutés sur le plan international	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	
Mali	6 072,2	429,8	6 502,0	1 048,9	7 550,9	1	4	6	11
Maurice	157,4	0,0	157,4	–	157,4	0	0	0	0
Mauritanie	2 024,1	1 625,3	3 649,4	794,4	4 443,8	1	3	5	9
Mozambique	6 746,9	7 167,4	13 914,3	1 517,7	15 432,0	2	4	5	11
Namibie	1 799,2	501,2	2 300,4	970,1	3 270,5	1	3	2	6
Niger	6 072,2	2 156,4	8 228,6	1 021,4	9 250,0	1	4	5	10
Nigéria	14 168,5	1 766,8	15 935,3	1 862,4	17 797,7	2	6	5	13
Ouganda	8 771,0	3 746,7	12 517,7	1 299,3	13 817,0	2	3	5	10
République centrafricaine	2 698,8	475,5	3 174,2	1 320,5	4 494,7	1	4	4	9
République démocratique du Congo	1 799,2	0,0	1 799,2	1 717,5	3 516,7	2	5	5	12
République du Congo	11 244,8	0,0	11 244,8	1 212,0	12 456,8	1	4	5	10
République-Unie de Tanzanie	6 971,8	6 688,5	13 660,3	1 564,6	15 224,9	2	4	5	11
Rwanda	4 497,9	3 084,7	7 582,6	864,9	8 447,5	1	4	4	9
Sao Tomé-et-Principe	674,7	0,0	674,7	275,3	950,0	0	1	2	3
Sénégal	4 497,9	494,6	4 992,5	1 882,7	6 875,2	2	6	5	13
Seychelles	90,0	0,0	90,0	–	90,0	0	0	0	0
Sierra Leone	3 148,6	0,0	3 148,6	804,9	3 953,4	1	4	5	10
Swaziland	1 124,5	172,8	1 297,2	781,3	2 078,5	1	2	2	5
Tchad	4 048,1	178,3	4 226,4	1 097,6	5 324,0	1	4	5	10
Togo	2 923,7	0,0	2 923,7	1 187,8	4 111,5	1	3	5	9
Zambie	5 622,4	0,0	5 622,4	937,4	6 559,8	1	3	5	9
Zimbabwe	6 522,0	0,0	6 522,0	1 215,7	7 737,7	1	5	5	11
Régional, Afrique	9 317,0	3 351,6	12 668,6	3 660,3	16 328,9	1	0	0	1
Total partiel, Afrique	201 851,0	57 179,5	259 030,5	49 048,6	308 079,1	48	142	186	376
II. États arabes et Europe									
Albanie	809,6	0,0	809,6	324,2	1 133,8	0	1	2	3
Algérie	2 563,8	0,0	2 563,8	726,8	3 290,6	1	2	4	7

Pays	Ressources (2006-2007) ^a				Total Budget- programme et budget d'appui biennal	Postes (2006-2007)			Total Postes imputés sur le budget d'appui biennal
	Budget-programme					Postes imputés sur le budget d'appui biennal			
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources	Budget d'appui biennal (brut)		Administrateurs recrutés sur le plan international	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	
Arabie saoudite	22,5	0,0	22,5	–	22,5	0	0	0	0
Arménie	697,2	19,1	716,3	178,2	894,5	0	2	2	4
Azerbaïdjan	1 124,5	96,7	1 221,1	260,5	1 481,6	0	2	2	4
Bahreïn	22,5	0,0	22,5	–	22,5	0	0	0	0
Bélarus	314,9	34,5	349,3	–	349,3	0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	494,8	0,0	494,8	274,8	769,6	0	1	1	2
Bulgarie	314,9	0,0	314,9	–	314,9	0	0	0	0
Djibouti	1 214,4	0,0	1 214,4	307,9	1 522,4	0	1	2	3
Égypte	4 722,8	90,3	4 813,1	936,4	5 749,5	1	2	5	8
Émirats arabes unis	22,5	0,0	22,5	–	22,5	0	0	0	0
Estonie	67,5	0,0	67,5	–	67,5	0	0	0	0
Fédération de Russie	1 506,8	127,4	1 634,2	1 037,4	2 671,6	1	1	3	5
Géorgie	674,7	0,0	674,7	204,9	879,6	0	1	2	3
Iraq	4 025,6	4 864,5	8 890,1	644,2	9 534,4	1	1	4	6
Jamahiriya arabe libyenne	22,5	0,0	22,5	–	22,5	0	0	0	0
Jordanie	1 124,5	379,9	1 504,4	282,5	1 786,9	0	1	2	3
Kazakhstan	1 169,5	0,0	1 169,5	281,1	1 450,6	0	1	2	3
Kirghizistan	1 102,0	472,5	1 574,5	194,4	1 768,9	0	1	2	3
Kosovo	562,2	1 766,3	2 328,5	–	2 328,5	0	0	0	0
Lettonie	157,4	0,0	157,4	–	157,4	0	0	0	0
Liban	809,6	1 389,3	2 198,9	441,4	2 640,3	0	1	2	3
Lituanie	179,9	0,0	179,9	–	179,9	0	0	0	0
Maroc	3 575,9	271,4	3 847,3	1 072,7	4 920,0	1	2	4	7
Oman	22,5	0,0	22,5	–	22,5	0	0	0	0
Ouzbékistan	1 866,6	0,0	1 866,6	970,7	2 837,3	2	2	4	8
Pologne	179,9	0,0	179,9	–	179,9	0	0	0	0
Qatar	22,5	0,0	22,5	–	22,5	0	0	0	0
République arabe syrienne	4 048,1	993,5	5 041,7	874,8	5 916,5	1	1	5	7

Pays	Ressources (2006-2007) ^a				Total Budget- programme et budget d'appui biennal	Postes (2006-2007)			Total Postes imputés sur le budget d'appui biennal
	Budget-programme					Postes imputés sur le budget d'appui biennal			
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources	Budget d'appui biennal (brut)		Administrateurs recrutés sur le plan international	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	
République de Moldova	382,3	0,0	382,3	–	382,3	0	0	0	0
Roumanie	809,6	127,1	936,7	689,6	1 626,3	1	1	5	7
Serbie-et-Monténégro	247,4	0,0	247,4	–	247,4	0	0	0	0
Somalie	3 800,8	99,5	3 900,3	583,5	4 483,8	1	2	3	6
Soudan	7 871,4	252,3	8 123,7	1 651,6	9 775,3	3	3	5	11
Tadjikistan	1 124,5	0,0	1 124,5	142,1	1 266,6	0	1	2	3
Territoire palestinien occupé	1 799,2	1 443,8	3 243,0	946,3	4 189,3	1	1	3	5
Tunisie	1 124,5	684,4	1 808,9	221,7	2 030,6	0	1	2	3
Turkménistan	1 102,0	0,0	1 102,0	164,9	1 266,9	0	1	2	3
Turquie	1 574,3	121,6	1 695,8	1 100,6	2 796,4	1	1	5	7
Ukraine	629,7	257,2	886,9	219,2	1 106,1	0	1	2	3
Yémen	6 589,5	4 720,1	11 309,6	1 083,0	12 392,6	2	3	4	9
Régional, États arabes	8 540,6	3 072,3	11 612,9	2 231,0	13 843,9	1	1	0	2
Total partiel, États arabes et Europe	69 037,8	21 283,7	90 321,5	18 046,5	108 367,9	18	39	81	138
III. Asie et Pacifique									
Afghanistan	7 309,1	4 703,3	12 012,5	1 042,7	13 055,2	2	3	5	10
Bangladesh	14 978,1	6 174,1	21 152,2	1 206,6	22 358,8	2	3	5	10
Bhoutan	1 799,2	0,0	1 799,2	122,6	1 921,8	0	2	2	4
Cambodge	5 622,4	149,9	5 772,3	1 121,4	6 893,7	2	3	5	10
Chine	9 828,0	408,9	10 236,9	1 464,9	11 701,8	2	4	5	11
Inde	30 361,0	1 573,4	31 934,5	1 357,5	33 292,0	2	3	5	10
Indonésie	10 412,7	4 721,3	15 134,0	923,0	16 057,0	1	3	5	9
Iran (République islamique d')	4 205,6	112,9	4 318,4	899,6	5 218,0	1	2	5	8
Malaisie	404,8	475,8	880,6	–	880,6	0	0	0	0
Maldives	764,6	0,0	764,6	182,4	947,1	0	1	2	3
Mongolie	2 698,8	106,8	2 805,6	608,2	3 413,7	1	2	5	8
Myanmar	9 895,4	832,9	10 728,4	671,6	11 399,9	1	3	5	9

Pays	Ressources (2006-2007) ^a				Total Budget- programme et budget d'appui biennal	Postes (2006-2007)			Total Postes imputés sur le budget d'appui biennal
	Budget-programme					Postes imputés sur le budget d'appui biennal			
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources	Budget d'appui biennal (brut)		Administrateurs recrutés sur le plan international	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	
Népal	7 871,4	7 542,9	15 414,3	1 102,3	16 516,6	2	3	5	10
Pakistan	16 867,2	194,8	17 062,0	1 324,1	18 386,1	2	3	5	10
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 361,4	0,0	2 361,4	858,6	3 220,1	1	2	5	8
Pays insulaires du Pacifique ^b	2 698,8	607,7	3 306,5	1 432,1	4 738,6	2	3	5	10
Philippines	8 523,6	2 184,4	10 708,0	843,8	11 551,8	1	2	5	8
République démocratique populaire lao	2 249,0	40,3	2 289,3	895,3	3 184,6	2	2	5	9
République populaire démocratique de Corée	2 473,9	660,3	3 134,2	171,7	3 305,9	0	1	2	3
Sri Lanka	2 159,0	0,0	2 159,0	586,6	2 745,6	1	1	4	6
Thaïlande	2 249,0	0,0	2 249,0	437,6	2 686,6	0	1	2	3
Timor-Leste	1 281,9	193,3	1 475,2	673,5	2 148,7	1	2	5	8
Viet Nam	8 096,3	6 439,9	14 536,2	780,9	15 317,1	1	2	5	8
Régional, Asie et Pacifique	6 211,4	2 234,4	8 445,8	2 872,8	11 318,6	1	2	0	3
Total partiel, Asie et Pacifique	161 322,5	39 357,4	200 679,9	21 579,8	222 259,7	28	53	97	178
IV. Amérique latine et Caraïbes									
Argentine	899,6	0,0	899,6	–	899,6	0	0	0	0
Bolivie	2 698,8	3 108,0	5 806,8	883,0	6 689,7	1	1	5	7
Brésil	1 799,2	773,5	2 572,7	1 211,2	3 783,8	1	3	4	8
Caraïbes anglophones et néerlandophones ^c	2 698,8	2 988,6	5 687,3	1 477,5	7 164,8	2	3	4	9
Chili	449,8	0,0	449,8	–	449,8	0	0	0	0
Colombie	1 799,2	2 948,2	4 747,4	766,5	5 513,8	1	1	3	5
Costa Rica	899,6	500,6	1 400,2	325,2	1 725,4	0	1	2	3
Cuba	1 349,4	0,0	1 349,4	184,2	1 533,6	0	1	2	3
El Salvador	1 574,3	1 070,8	2 645,1	677,0	3 322,1	1	1	2	4
Équateur	1 799,2	0,0	1 799,2	1 077,8	2 877,0	1	2	4	7
Guatemala	1 799,2	9 178,6	10 977,7	853,7	11 831,4	1	1	4	6
Haïti	4 497,9	1 080,2	5 578,2	1 331,6	6 909,7	2	2	4	8
Honduras	2 698,8	4 858,5	7 557,3	1 132,5	8 689,8	2	2	4	8

Pays	Ressources (2006-2007) ^a				Total Budget- programme et budget d'appui biennal	Postes (2006-2007)			
	Budget-programme					Postes imputés sur le budget d'appui biennal			Total Postes imputés sur le budget d'appui biennal
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources	Budget d'appui biennal (brut)		Administrateurs recrutés sur le plan international	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégories apparentées	
Mexique	2 249,0	2 272,2	4 521,1	1 743,4	6 264,6	1	2	5	8
Nicaragua	3 148,6	4 936,9	8 085,5	1 298,0	9 383,4	1	2	5	8
Panama	1 124,5	0,0	1 124,5	371,2	1 495,7	0	1	1	2
Paraguay	2 249,0	101,3	2 350,3	291,3	2 641,5	0	1	2	3
Pérou	3 935,7	19 062,2	22 997,9	1 427,6	24 425,5	1	2	5	8
République dominicaine	1 574,3	28,1	1 602,4	357,5	1 959,9	0	1	2	3
Uruguay	899,6	0,0	899,6	188,2	1 087,8	0	1	0	1
Venezuela (République bolivarienne du)	2 249,0	0,0	2 249,0	394,6	2 643,6	0	1	2	3
Régional, Amérique latine	5 434,9	1 955,1	7 390,0	1 741,9	9 132,0	0	0	0	0
Total partiel, Amérique latine et Caraïbes	47 827,9	54 862,8	102 690,8	17 733,8	120 424,6	15	29	60	104
V. Programmes interrégionaux									
Programmes interrégionaux	48 138,1	17 316,6	65 454,7	–	65 454,7	0	0	0	0
Total partiel, programmes interrégionaux	48 138,1	17 316,6	65 454,7	–	65 454,7	0	0	0	0
Total, toutes régions	528 177,4	190 000,0	718 177,4	106 408,7	824 586,0	109	263	424	796

^a La répartition des ressources ordinaires destinées aux programmes entre les programmes de pays et les programmes multinationaux s'appuie sur le plan provisoire de financement pluriannuel pour 2004-2007. La ventilation par pays se fonde sur les plafonds de dépenses pour 2005 approuvés par la Directrice exécutive. La répartition des autres ressources par pays se fonde sur les crédits alloués pour 2004, tels qu'ils figurent actuellement dans le système Atlas.

^b Les pays insulaires du Pacifique Sud sont les suivants : Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, îles du Pacifique, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Nioué, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

^c Les Caraïbes anglophones et néerlandophones comptent les territoires suivants : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Dominique, Guyana, Grenade, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

Annexe I

Terminologie

Les organisations sont convenues d'adopter les termes ci-après ainsi que les définitions correspondantes.

Ligne de crédit – Définition analogue à celles qui figurent dans le Règlement financier du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF

Une subdivision des crédits à laquelle correspond un montant déterminé dans la décision portant ouverture des crédits et à l'intérieur de laquelle le chef de secrétariat d'une organisation est autorisé à effectuer des virements sans approbation préalable.

Budget d'appui biennal

Le budget d'une organisation portant sur l'appui aux programmes et la gestion et l'administration de l'organisation.

Coût (augmentation/diminution) – Définition du CAC

Toute augmentation ou diminution du coût d'une ressource donnée durant un exercice par rapport à celui d'un exercice précédent, découlant d'une modification des coûts, prix et taux de change.

Gestion et administration de l'organisation

Unités administratives dont la fonction principale est le maintien de l'identité, de l'orientation et du bien-être d'une organisation. Il s'agit d'ordinaire d'unités qui assument les fonctions liées à la direction exécutive, à l'élaboration des lignes d'action et à l'évaluation de l'organisation, aux relations extérieures, à l'information et à l'administration.

Autres ressources

Ressources d'une organisation financée au moyen de contributions volontaires, autres que les ressources ordinaires, qui sont reçues à des fins spécifiques (autres ressources relatives aux programmes) et pour la fourniture de services déterminés à des tiers (autres ressources provenant des remboursements).

Autres ressources relatives aux programmes

Ressources d'une organisation financée au moyen de contributions volontaires, autres que les ressources ordinaires, qui sont reçues à des fins spécifiques compatibles avec les buts et activités de l'organisation. Ces ressources comprennent les contributions volontaires, les autres paiements de sources gouvernementales ou intergouvernementales, les dons de sources non gouvernementales ainsi que les intérêts perçus à ce titre et les recettes accessoires.

Autres ressources provenant des remboursements

Ressources d'une organisation financée au moyen des contributions volontaires qui sont reçues de tiers pour couvrir le coût de services déterminés qui ne sont pas liés à l'exécution des programmes dont l'organisation est chargée.

Programmes

Apports directs nécessaires à la réalisation des objectifs d'un projet ou programme déterminé dans le cadre de la coopération pour le développement. Il s'agit d'ordinaire des experts, du personnel d'appui, des fournitures et du matériel, des contrats de sous-traitance, de l'aide en espèces et de la formation individuelle ou en groupe.

Appui aux programmes

Unités administratives dont la fonction principale est l'élaboration, la formulation, la réalisation et l'évaluation des programmes d'une organisation. Il s'agit d'ordinaire d'unités qui assurent un appui aux programmes, qu'il soit d'ordre technique, thématique, géographique, logistique ou administratif.

Ressources ordinaires

Ressources d'une organisation financée au moyen de contributions volontaires qui sont composites et non liées. Ces ressources comprennent les contributions volontaires annoncées, les autres paiements de sources gouvernementales ou intergouvernementales, les dons de sources non gouvernementales ainsi que les intérêts perçus à ce titre et les recettes accessoires.

Divers ajustements des coûts

Augmentations ou diminutions des coûts imputables aux changements intervenus dans les taux ou conditions qui ne sont pas liés aux ajustements pour fluctuations monétaires ou inflation annuelle.

Volume (augmentation/diminution)

Toute augmentation ou diminution des ressources nécessaires imputable aux changements intervenus dans le niveau ou la nature des activités menées par une organisation pendant l'exercice en cours et de celles qui sont proposées pour l'exercice à venir. Le volume est exprimé en utilisant les mêmes éléments de coût que ceux qui ont été utilisés pour déterminer les crédits à ouvrir de manière à pouvoir comparer directement ces changements par rapport au niveau des activités approuvées pour l'exercice en cours.

Annexe II

Méthodologie

1. La méthodologie appliquée pour déterminer les prévisions de dépenses comporte plusieurs étapes successives. Les calculs sont effectués séparément pour chaque année de l'exercice biennal. Pour l'essentiel, la méthodologie consiste à apporter aux crédits ouverts pour la première année de l'exercice biennal en cours les ajustements voulus de volume et de coût, de manière à établir les ressources à prévoir pour la première année de l'exercice considéré. De même, les crédits ouverts pour la deuxième année de l'exercice biennal en cours sont actualisés de manière à établir les ressources à prévoir pour la deuxième année de l'exercice considéré. Il convient d'avoir à l'esprit que, normalement, le projet de budget d'appui biennal est établi durant les premiers mois de la deuxième année de l'exercice biennal en cours. Les différentes étapes suivies sont indiquées ci-après.

Ajustements de volume

2. Tout d'abord, en prenant pour base les crédits ouverts, on calcule les augmentations ou diminutions réelles des ressources nécessaires, qui sont considérées comme des ajustements de volume. Il s'agit en fait des éléments que l'on maîtrise, la marge de manœuvre dépendant des moyens jugés indispensables par le chef de secrétariat pour permettre à l'organisation de s'acquitter de ses tâches. Ces changements de volume sont calculés par application des mêmes prix qu'aux crédits ouverts de manière à faciliter la comparaison avec la base approuvée pour l'exercice en cours.

Divers ajustements de coûts

3. Aux crédits ouverts et changements de volume viennent s'ajouter des augmentations ou diminutions de coût imputables à des changements intervenus dans les taux ou conditions qui ne sont pas liés aux ajustements pour fluctuations monétaires ou inflation annuelle. À l'exception des augmentations d'échelon, ils ne correspondent qu'aux changements connus qui sont intervenus au cours des deux années écoulées depuis l'établissement du précédent budget d'appui biennal. Parmi ces facteurs figurent, par exemple, les décisions de la Commission de la fonction publique internationale concernant les diverses prestations auxquelles a droit le personnel (indemnité pour charges de famille, indemnité pour frais d'études, etc.), et les changements intervenus concernant l'échelon moyen des postes par classe. Ces ajustements peuvent également inclure les montants à prévoir pour couvrir les augmentations d'échelon, selon les pratiques en usage dans l'organisation. Normalement, mais ce n'est pas toujours le cas, ces modifications ne concernent que les dépenses de personnel. Un exemple de ce type d'ajustement des dépenses de fonctionnement serait un changement du prix du mètre carré de locaux après un déménagement.

Ajustements de change

4. Les ajustements de change sont ensuite calculés, par année, sur la base du montant total des crédits ouverts, des ajustements de volume et des divers ajustements de coûts. Ces ajustements correspondraient normalement à l'écart entre le taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU, par exemple au 1^{er} avril de

l'année précédant l'exercice en cours et, par exemple, celui pratiqué au 1^{er} avril de la deuxième année de l'exercice en cours, c'est-à-dire à la date d'établissement du projet de budget d'appui biennal. Ce facteur revêt une importance particulière du fait que le réseau des bureaux extérieurs de l'organisation est très étendu et que les dépenses de fonctionnement varient considérablement selon les fluctuations du dollar des États-Unis.

Ajustements au titre de l'inflation

5. Enfin, pour avoir un tableau complet de la situation et établir l'estimation finale des ressources nécessaires pour l'exercice biennal suivant, l'organisation doit ajuster ou prévoir, selon le cas, l'inflation sur une période de quatre ans. Ces ajustements sont calculés, par année, sur la base du montant total des crédits ouverts, des ajustements de volume et des divers ajustements des coûts, compte tenu des fluctuations monétaires, de la façon suivante :

a) *Pour la période allant de la première année de l'exercice en cours à la première année de l'exercice suivant*, les prévisions de dépenses tiennent compte des prévisions antérieures concernant l'inflation. L'ajustement au titre de l'inflation pour cette période transitoire représente par conséquent :

- i) La différence entre ces prévisions antérieures et le taux d'inflation réel pour la première année de l'exercice en cours;
- ii) La différence entre ces prévisions antérieures et les prévisions révisées concernant l'inflation pour la deuxième année de l'exercice en cours; et
- iii) Les prévisions concernant l'inflation pour la première année de l'exercice biennal considéré;

b) *Pour la période allant de la deuxième année de l'exercice en cours à la deuxième année de l'exercice à venir* :

- i)-iii) Voir a) ci-dessus; et
- iv) Les prévisions concernant l'inflation pour la deuxième année de l'exercice considéré.

6. Pour établir ces projections concernant l'inflation, on retient les quatre grands facteurs suivants pour chaque lieu d'affectation :

a) Les fluctuations prévues des indemnités de poste pour les fonctionnaires recrutés sur le plan international;

b) Les frais de voyage à l'étranger et les dépenses communes de personnel pour les fonctionnaires recrutés sur le plan international (ce facteur étant le même pour tous les lieux d'affectation);

c) Les traitements et les dépenses communes de personnel pour les fonctionnaires recrutés sur le plan local, c'est-à-dire des nationaux de la catégorie des administrateurs ou de la catégorie des agents des services généraux et autres catégories, lesquels peuvent varier considérablement d'un lieu d'affectation à l'autre; et

- d) Tous les autres coûts (frais de fonctionnement, par exemple).

7. À l'intérieur de ce cadre général, on établit une distinction entre New York et Genève, d'une part, et les bureaux extérieurs, de l'autre. Pour les deux premiers lieux d'affectation, les taux utilisés sont ceux appliqués par l'ONU, sauf lorsqu'il en est indiqué autrement par contrat.

8. Hormis un nombre limité d'éléments, tels que les frais de voyage à l'étranger et les dépenses communes de personnel pour les fonctionnaires recrutés sur le plan international, les facteurs d'inflation applicables aux bureaux extérieurs varient suivant les lieux d'affectation. Ces prévisions sont rapprochées des taux enregistrés dans le passé et des tendances mondiales actuelles et/ou des informations disponibles et publiées avant d'être utilisées pour établir les prévisions budgétaires.

Annexe III

Mesures prises pour appliquer les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, telles qu'approuvées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population

1. Comme demandé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) au paragraphe 4 de son rapport du 20 août 2003 (DP/FPA/2003/12), le FNUAP est heureux de décrire dans la présente annexe les mesures prises pour appliquer les recommandations du Comité.

2. Au paragraphe 2 du document DP/FPA/2003/12, le CCQAB recommande que le FNUAP allège la présentation du budget et ait davantage recours à des graphiques afin de rendre le document plus facile à exploiter. Le présent document montre que le FNUAP a appliqué cette recommandation : de longs descriptifs ont été remplacés par des tableaux et le document est plus court que pour le budget précédent en dépit de la présence de plusieurs nouveaux tableaux portant en particulier sur les changements concernant les postes et les reclassements de postes. Comme demandé, il contient également un nouvel organigramme qui comporte des informations sur la composition des effectifs et les changements concernant les postes.

3. Au paragraphe 3 du document DP/FPA/2003/12, le CCQAB recommande que le FNUAP envisage d'appliquer à l'élaboration du projet de budget les techniques de la budgétisation axée sur les résultats. Le Conseil d'administration a pris note de cette recommandation lors de sa seconde session ordinaire de 2003. Le FNUAP souhaite fournir à cet égard les informations complémentaires ci-après :

a) S'agissant du réseau Finance et budget créé sous les auspices du Comité de haut niveau sur la gestion le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP ont préparé un document thématique (CEB/2005/HLCM/R.6) à l'intention de la neuvième session du Comité de haut niveau qui s'est tenue à Genève (Suisse) les 4 et 5 avril 2005. Le Comité de haut niveau s'est félicité de ce rapport tout en reconnaissant que l'adoption d'une budgétisation axée sur les résultats impliquait une modification longue et complexe de la culture de chaque organisation, notamment en terme de gestion, et qu'il n'existait pas de moyens d'agir plus rapidement;

b) Le FNUAP est déterminé à adopter une budgétisation axée sur les résultats. Il coopère étroitement avec le PNUD et l'UNICEF en vue de définir une approche commune à cet égard. Les trois organismes ont identifié à cette occasion les obstacles suivants :

i) *Cadre commun pour la budgétisation axée sur les résultats.* Le cadre commun est suffisamment souple pour tenir compte des spécificités et du mandat de chaque organisme, mais comporte néanmoins des éléments communs conformément aux recommandations du Corps commun d'inspection au sujet de la gestion axée sur les résultats au sein du système des Nations Unies, du rapport mentionné à l'alinéa a) ci-dessus (CEB/2005/HLCM/R.6) et de l'initiative du Comité exécutif du Groupe des Nations Unies pour le développement concernant la simplification et l'harmonisation des modalités d'exécution des programmes.

ii) *Harmonisation de la terminologie et des définitions concernant la gestion/budgétisation axée sur les résultats.* L'harmonisation des termes employés constitue le premier pas pour bien comprendre les besoins du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF en matière de gestion/budgétisation axée sur les résultats. Les trois organismes sont actuellement en train de mettre au point les définitions communes en ce qui concerne la budgétisation.

iii) *Format harmonisé de présentation d'un budget axé sur les résultats.* Le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF ont des programmes différents, mais ont recours à la même méthodologie en ce qui concerne l'élaboration du budget d'appui biennal. Il leur est donc possible de passer à un cadre commun qui présente les éléments clefs d'une budgétisation axée sur les résultats, c'est-à-dire les liens entre les résultats et les ressources prévues, et qui comporte également des indicateurs destinés à mesurer les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs fixés.

4. Au paragraphe 7 du document DP/FPA/2003/12, le CCQAB encourage le FNUAP à poursuivre ses efforts en vue d'accroître les ressources totales disponibles. Depuis la préparation du projet de budget pour l'exercice biennal 2004-2005, le nombre de donateurs a augmenté comme indiqué au tableau 1 et figure A, atteignant le nombre record de 166 en 2004 pour ce qui concerne les ressources ordinaires. Afin de renforcer la capacité de collecte de fonds du FNUAP, la création de deux nouveaux postes d'administrateur a été proposée pour l'exercice biennal 2006-2007.

5. Au paragraphe 10 de son rapport, le CCQAB recommande la création de quatre nouveaux postes d'administrateur et d'un poste P-4 (auditeur), ainsi que de réexaminer et, le cas échéant, de renouveler lors de la présentation du prochain projet de budget, la proposition visant à créer quatre autres postes, en donnant des arguments valables pour la justifier. Par la suite, en approuvant les crédits demandés pour le budget d'appui biennal pour la période 2004-2005, le Conseil d'administration a approuvé toutes les demandes de postes présentées par le FNUAP.

6. Aux paragraphes 12 et 14 de son rapport, le CCQAB a abordé la question du reclassement des postes. Le Conseil d'administration a pris note de son opinion lors de sa seconde session ordinaire de 2003. Dans le présent projet de budget, le FNUAP n'a proposé que des reclassements fondés sur un changement de nature des fonctions à réaliser. En outre, ces reclassements seront effectués dans le plein respect des politiques et critères définis par la Commission de la fonction publique internationale.

7. Enfin, au paragraphe 13 de son rapport, le CCQAB recommande d'augmenter le nombre de postes de débutants dans la catégorie des administrateurs. Comme indiqué précédemment (DP/FPA/2003/11), le FNUAP ne dispose que d'une très faible marge de manœuvre en ce qui concerne les postes d'administrateur débutant en raison du nombre limité de postes total. Néanmoins, il a commencé à appliquer la recommandation du CCQAB puisque sur les 11 postes nets dont la création est proposée au siège pour l'exercice biennal 2006-2007, 4 sont des postes de débutant.

Annexe IV

Renseignements détaillés sur les postes du Siège qu'il est proposé de reclasser

<i>Division/Service</i>	<i>Désignation et numéro du poste</i>	<i>Nouvelle classe*</i>	<i>Nombre de postes reclassés</i>	<i>Nombre de postes déclassés</i>
Bureau du Directeur exécutif	Chef du Bureau du Directeur exécutif – poste 1715	D-1	1	
Bureau du Directeur exécutif	Rédacteur de discours – poste 7690	P-5	1	
Bureau du Directeur exécutif	Secrétaire – poste 1722	G-6	1	
Bureau du Directeur exécutif : total			3	–
Division des ressources humaines/Recrutement	Assistant en ressources humaines – poste 8544	G-5	1	
Division des ressources humaines/Service de la formation et de l'organisation des carrières	Assistant à la formation – poste 1949	G-5	1	
Division des ressources humaines/Bureau du Directeur	Secrétaire du Directeur – poste 1946	G-6	1	
Division des ressources humaines : total			3	–
Division des services de gestion/Finance	Spécialiste de la comptabilité – poste 1882	P-4	1	
Division des services de gestion/Finance	Spécialiste de la comptabilité – poste 8683	P-4	1	
Division des services de gestion/Groupe de la gestion des bâtiments	Assistant administratif – poste 1767	G-6	1	
Division des services de gestion/Systèmes de gestion intégrés	Responsable du développement des applications – poste 1943	P-5	1	
Division des services de gestion/Systèmes de gestion intégrés	Responsable de la technologie – poste 1941	P-5	1	
Division des services de gestion : total			5	–
Groupe de l'intervention humanitaire	Chef du Groupe – poste 1829	D-1	1	
Groupe de l'intervention humanitaire	Assistant en finance – poste 1856	G-6	1	
Groupe de l'intervention humanitaire : total			2	–
Bureau de la planification stratégique	Chef du Service du partage des connaissances – poste 1832	P-5		1
Bureau de la planification stratégique : total				1
Division de l'appui technique	Chef du Groupe de gestion des produits – poste 7658	D-1	1	
Division de l'appui technique	Chef du Service de l'appui au programme mondial et aux politiques – poste 1828	D-1	1	
Division de l'appui technique	Chef du Service de la culture, de la promotion de la femme et des droits de l'homme – poste 1944	D-1	1	

<i>Division/Service</i>	<i>Désignation et numéro du poste</i>	<i>Nouvelle classe*</i>	<i>Nombre de postes reclassés</i>	<i>Nombre de postes déclassés</i>
Division de l'appui technique	Secrétaire – poste 1850	G-5	1	
Division de l'appui technique	Assistant personnel du Directeur – poste 1843	G-6	1	
Division de l'appui technique : total			5	–
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources/Service du Conseil d'administration et des relations extérieures	Conseiller auprès du Conseil d'administration – poste 1787	P-5	1	
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources/Service du Conseil d'administration et des relations extérieures	Conseiller auprès du Conseil d'administration – poste 7692	P-5	1	
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources/Bureau du Directeur	Assistant personnel du Directeur – poste 1798	G-6	1	
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources/Service de la mobilisation des ressources	Conseiller en matière de mobilisation des ressources – poste 1734	P-5	1	
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources/Service de la mobilisation des ressources	Assistant chargé des activités cofinancées – poste 1813	G-7	1	
Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources : total			5	–
Total			23	1

* Tous les postes reclassés l'ont été à la classe directement supérieure. De même, le poste déclassé l'a été à la classe directement inférieure (D-1 à P-5).